

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT

Programme de Promotion de l'Entreprenariat
Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)

B.P. : 35157 Yaoundé

E-mail : peajeunes@yahoo.fr



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DES
PÊCHES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES
AND ANIMAL INDUSTRIES

Youth Agropastoral Entrepreneurship
Program (AEP-Youth)

Tél. : 222 20 90 90

Fax : 222 21 91 87

Cellule Nationale de Coordination et de Gestion (CNCG)

**ETAT DE MISE EN OEUVRE DU PTBA 2018 DU PROGRAMME DE
PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT AGROPASTORAL DES JEUNES
(PEA-Jeunes)**

RAPPORT D'EXECUTION

Période : Janvier - Décembre 2018

Février 2019

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	ii
LISTE DES FIGURES.....	ii
Fiche signalétique du Programme	iv
Matrice de cadre logique du Programme.....	v
I. INTRODUCTION.....	1
1.1 Aperçu général.....	1
1.2 Rappel de la structuration du Programme	2
1.3 Rappel des objectifs du PTBA.....	3
II. ETAT DETAILLE D'EXECUTION DES ACTIVITES, REALISATIONS FINANCIERES, RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2018, ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES ET ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATION DE LA MISSION DE SUPERVISION.....	4
2.1 REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE ET RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2018	4
2.1.1 Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables.....	4
2.1.1.1 Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises	5
2.1.1.2 Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises	9
2.1.1.3 Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation	14
2.1.1.4 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés au 31/12/2018	17
2.1.2 Composante B : Accès aux services financiers	20
2.1.2.1 Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises.....	20
2.1.2.2 Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services.....	22
2.1.2.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés II au 31/12/2018.....	24
2.1.3 Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	25
2.1.3.1 Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice.....	26
2.1.3.2 Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral.....	27
2.1.4 Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des connaissances.....	30
2.1.4.1 Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination	31
2.1.4.2 Sous-Composante D2 : Cellules Régionales de Coordination	37
2.1.4.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets au 31/12/2018.....	38
2.2 REALISATIONS FINANCIERES DU PTBA 2018 AU 31/12/2018	41
2.3 ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2018 AU 31/12/2018.....	44
a) Marchés des biens et équipements.....	44
b) Marchés des consultants.....	45
c) Marché des travaux.....	45
2.4 ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA 3 ^{ème} MISSION DE SUPERVISION	45
III. SITUATION DU PERSONNEL AU 31/12/2018.....	47
IV. LEÇONS APPRISES DES ACTIVITES MENEES.....	47
V. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS SUGGEREES.....	48
VI. CONCLUSIONS	50
ANNEXES.....	53
Appendice 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision du 08-12-2017 AU 22-12-2017 au 31/12/2018	53
Appendice 4 : Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA 2018, y compris indicateurs SYGRI (mise à jour le 31/12/2018)	63

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Personnes sensibilisées par région en 2018.....	7
Tableau 2: Personnes sensibilisées en 2018 par bassin.....	7
Tableau 3: Personnes sensibilisées de 2015-2018.....	8
Tableau 4: Volume d'idées de projet examiné par les CRV de 2015-2018.....	9
Tableau 5: Idées de projets sélectionnées/validées par les CRV de 2015-2018.....	9
Tableau 6: Jeunes incubés (renforcés) en 2018.....	10
Tableau 7: Jeunes incubés (renforcés) de 2015-2018.....	11
Tableau 8: Plans d'affaires approuvés par région en 2018.....	12
Tableau 9: Bénéficiaires de kits d'installation en-2018.....	13
Tableau 10: Bénéficiaires de kits d'installation de 2015-2018.....	13
Tableau 11: Bénéficiaires de kits de renforcement de 2015-2018.....	13
Tableau 12: Détail du taux d'exécution physique de la composante A.....	16
Tableau 13 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2018 du produit 1.1.....	17
Tableau 14: Analyse des indicateurs du produit 1.1.....	17
Tableau 15 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2018 du produit 1.2.....	18
Tableau 16 : Analyse des indicateurs du produit 1.2.....	18
Tableau 17 : Analyse des indicateurs d'effet escompté.....	19
Tableau 18 : Entreprises financées par les IFR.....	20
Tableau 19 : Entreprises financées par les IFR par régions.....	21
Tableau 20 : Entreprises en démarrage financées par le PEA-Jeunes.....	21
Tableau 21 : Entreprises en développement financées par le PEA-Jeunes.....	21
Tableau 22 : Tableau synoptique des financements des PIE en 2018 (au 31/12/2018) par région.....	21
Tableau 23 : Détail du taux d'exécution physique de la composante B.....	23
Tableau 24 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018.....	24
Tableau 25 : Analyse des indicateurs du produit 2.1.....	25
Tableau 26 : Analyse des indicateurs d'effet escompte II.....	25
Tableau 27 : Détail du taux d'exécution physique de la composante C.....	28
Tableau 28 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018.....	28
Tableau 29 : Analyse des indicateurs de produits 3.1.....	29
Tableau 30 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018.....	29
Tableau 31 : Analyse des indicateurs du produit 3.2.....	30
Tableau 32 : Analyse des indicateurs d'effet escompte III au 31/12/2018.....	30
Tableau 33 : Détail du taux d'exécution physique de la composante D.....	38
Tableau 34 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018.....	38
Tableau 35 : Analyse des indicateurs de produits 4.1.....	40
Tableau 36 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018.....	40
Tableau 37 : Analyse des indicateurs de produits 4.2.....	41
Tableau 38 : Récapitulatif du taux d'exécution physique par composante du PTBA 2018.....	41
Tableau 40 : Récapitulatif des réalisations financières par composante /sous-composantes par rapport au coût global du Programme.....	43
Tableau 40 : Etat d'exécution des recommandations de la 3 ^{ème} mission de supervision.....	45
Tableau 41 : Etat consolidé d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016-Déc 2017.....	46
Tableau 42 : Bilan des objectifs/résultats du PTBA 2018.....	51

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes (au 31/10/2018).....	34
Figure 2 : Représentation de l'état d'exécution des recommandations de la 3 ^{ème} supervision au 31/12/2018).....	46

LISTE DES ABREVIATIONS

AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ARMP	Agence de régulation des Marchés Publics
DID	Développement International Desjardins
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EMF	Etablissement de Microfinance
EPAB	Ecole Pratique de Binguela
Ff	Fonds de facilitation du PADMIR
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IAO	Institut Agricole d'Obala
IFR	Institution de Financement Rural
JDP	Journal des Projets
MASHAV	Agence de Coopération israélienne
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADMIR	Projet d'Appui au Développement de la Microfinance Rurale
PEA-Jeunes	Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes
PIE	Porteur d'initiative économique
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
URAC	Unité Régionale d'Appui Conseil
SIR	Structure d'Incubation de Référence
SIE	Structure d'Incubation Existante
BIT	Bureau International du Travail

Fiche signalétique du Programme

Intitulé	Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)				
Tutelles/Maîtres d'ouvrage	MINADER & MINEPIA				
Maître d'œuvre	Cellule Nationale de Coordination et de Gestion (CNCG)				
Coût total	67 millions USD (33,5 milliards FCFA)				
Schéma de financement	Source de financement	USD en million	CFA en milliards	%	
	FIDA 1	22,5	12,375	31,29	
	FIDA 2	28	15,4	38,94	
	GOUV	9,9	5,44	13,77	
	EMF	9,4	5,17	13,07	
	BENEF	2,1	1,15	2,92	
Entrée en vigueur	12 février 2015				
Durée	6 ans				
Zone d'intervention	Régions du Centre, Sud, Littoral et Nord-Ouest.				
Revue à mi-parcours	2018				
Achèvement	12 février 2021				
Clôture	12 Août 2021				
Première session du Comité de Pilotage	02 juillet 2015				
Objectif Global	Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaînes de valeurs, et créatrices d'emplois				
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> (i) appuyer les jeunes dans la création et la gestion d'entreprises agropastorales performantes à travers la fourniture de services financiers et non financiers adéquats ; (ii) promouvoir un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agropastorales de jeunes. 				
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> i) la création de 4687 entreprises agropastorales et le développement de 353 entreprises existantes ; ii) l'augmentation d'au moins 30% du volume et de la valeur des ventes chez au moins 50% des jeunes promoteurs ; iii) l'intégration effective de l'entreprenariat dans les curricula des centres de formation agro pastorales ; iv) l'accroissement de l'offre de services financiers et non financiers en milieu rural ; v) l'existence d'un réseau national de jeunes entrepreneurs qui participe au dialogue national sur les politiques et répond efficacement aux besoins de ses membres. 				

Matrice de cadre logique du Programme

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Hypothèses
But Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des jeunes entrepreneurs agro pastoraux du Cameroun	L'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 30% pour au moins 50% des jeunes entrepreneurs ciblés, d'ici à 2021. La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduite de 5%, passant de X% ¹ à Y% chez les filles et de X'% à Y'% chez les garçons d'ici à 2021. Réduction de Z% du nombre de ménages confrontés aux périodes de disettes.	Études d'impact, Études Sygri Statistiques nationales Enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition	Stabilité nationale Disponibilité du gouvernement à porter le programme
Objectif de développement Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaînes de valeurs, et créatrices d'emplois	5040 entreprises dont 30% gérées par les femmes sont établies et créent au moins 20 160 emplois directs d'ici à 2021 Au moins 65% des entreprises sont fonctionnelles 3 ans après leur création 50% des jeunes promoteurs rapportent une augmentation d'au moins 30% du volume et de la valeur des ventes	Plan de Travail et Budget Enquête sur les ménages Rapports	Disponibilité des jeunes à participer au programme
Composante 1 : Développement d'entreprises agro pastorales			
Effet escompté I. L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré	Au moins 10 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt 80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées 80 % des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entrepreneuriat	Évaluation d'effets Études de cas	Les centres de formation sont disposés à engager une démarche centrée sur l'entrepreneuriat agricole Les parcours des jeunes promoteurs au sein des incubateurs sont personnalisés
Produit 1.1. Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt	04 cohortes de jeunes promoteurs graduent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable Au moins 5040 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	Mission de suivi et supervision Audit technique et opérationnel Rapports Base de données	
Produit 1.2. Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises	Au moins 10 structures d'incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui accompagnement des jeunes dans leurs entreprises 01 structure d'incubation de référence est promue	Mission de suivi Arrêtés du ministère Contrats de performance	
Composante 2. Accès aux services financiers			
Effet escompté II. L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré	6 réseaux d'EMF partenaires s'approprient les segments de marchés ruraux où exercent les entreprises des jeunes Evolution du taux de pénétration rural d'au moins 15% 70 % des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF	Evaluation d'effets Base de données	Les EMF disposent de produits spécifiques et de compétences pour financer l'entrepreneuriat rural Les jeunes promoteurs disposés à recourir aux crédits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Hypothèses
Produit 2.1. Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place.	04 (quatre) nouveaux produits sont développés Le fonds de facilitation du PADMIR pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel	Registre des contrats Rapports Enquêtes Mission de suivi et supervision	
Composante 3 : Amélioration de l'environnement entrepreneurial			
Effet escompté III. Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales	Au moins 50 % des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	Enquêtes de satisfaction Client survey	Appropriation et intérêt des ministères de tutelle
Produit 3.1.	réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	Agrément du réseau	Professionnalisme des entreprises promues Absence d'inertie administrative et institutionnelle
Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entreprenariat agro pastoral est établi	Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	Évaluation des adhésions	
Produit 3.2.	la politique sur le développement des entreprises agropastorales est formulée et adoptée	Délibération des sessions parlementaires	
Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs, et l'environnement des affaires est amélioré	L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promotrices		
Composante 4 : Coordination, gestion, Suivi-évaluation, gestion des connaissances			
La coordination et le suivi des activités est effective	1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales établies et opérationnelles Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	PTBA SSE Rapports des URAC et de l'UNAC	
La capitalisation des effets du programme est assurée	Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	Stratégie de communication Supports de communication	

I. INTRODUCTION

1.1 Aperçu général

Le Gouvernement du Cameroun et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont convenu des Accords de coopération permettant de développer et d'implémenter des projets de développement rural. Cette coopération s'est matérialisée le 12 février 2015 par la signature de l'Accord de financement N°2000000-758 CM pour le financement et l'exécution du Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PEA-Jeunes).

Le PEA-Jeunes est pertinent à plus d'un titre. Le Programme rentre en droite ligne dans la vision prospective 2035 du Gouvernement du Cameroun matérialisée dans son document d'orientation appelé Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020 adopté en 2009. Le Programme est aussi en adéquation avec le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2014-2020 du Cameroun, notamment dans l'atteinte des objectifs spécifiques 1 et 3 qui s'intitulent respectivement : (i) accroître durablement la productivité et la compétitivité de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie, pour réduire le déficit agro-alimentaire régional, et améliorer les revenus des producteurs et (ii) promouvoir un environnement global favorable au développement agricole régional.

Il trouve également son ancrage dans le deuxième objectif stratégique du Document de Stratégie du Portefeuille 2015-2019 du Bureau de Pays FIDA pour le Cameroun (COSOP) et qui s'intitule : « *Les petits producteurs ruraux et promoteurs d'entreprises agropastorales ont un meilleur accès à des services financiers et non-financiers performants ainsi qu'à des marchés rémunérateurs* ». Explicitement, cet objectif vise à augmenter les plus-values que les petits producteurs et entrepreneurs ruraux peuvent tirer de leurs produits en leur facilitant l'accès à des services marchands et des opportunités de marché (à travers l'amélioration et le développement d'infrastructures, le développement de réseaux et de produits financiers, le développement et le renforcement de partenariat, le renforcement du cadre et des dispositifs institutionnels favorables au développement des filières et la promotion des investissements privés dans le secteur agricole).

Le PEA-Jeunes s'inscrit donc dans la stratégie de développement du secteur rural. Son objectif vise à soutenir le développement d'entreprises rentables gérées par les jeunes hommes et femmes, dans les filières agro pastorales porteuses, pour contribuer au développement d'une agriculture performante, lutter contre la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire.

De façon spécifique, il s'agira de : (i) fournir des appuis financiers et non financiers adéquats pour la création et la gestion d'entreprises agro-pastorales performantes par les jeunes et ; (ii) promouvoir le développement d'un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agropastorales de jeunes.

La zone d'intervention s'étend dans les régions du Centre, Littoral, Sud et le Nord-ouest.

Il est attendu comme résultats à l'achèvement du programme en 2021 :

- ✓ La création de 5 040 entreprises (dont au moins 30% promues par des femmes) touchant environ 50 400 ménages ;
- ✓ 20 160 emplois directs consolidés ;
- ✓ l'accroissement de l'offre de formation de services financiers et non financiers en milieu rural ;
- ✓ l'intégration effective de l'entreprenariat dans les curricula de formation des centres d'incubation ;
- ✓ l'existence d'un réseau national de jeunes entrepreneurs qui participe au dialogue national sur les politiques et répond efficacement au besoin de ses membres.

Ces résultats devront entraîner en termes d'impacts : l'augmentation de l'accumulation de biens chez les jeunes entrepreneurs ciblés ; la réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans et ; la réduction du pourcentage du nombre de ménages confrontés aux périodes de disettes.

1.2 Rappel de la structuration du Programme

Le Programme PEA-Jeunes est mis en œuvre à travers trois composantes techniques et une composante de gestion à savoir : i) Développement d'entreprises agropastorales viables ; ii) Accès aux services financiers ; iii) Amélioration du cadre politique, institutionnel et législatif ; iv) Coordination, gestion, Suivi évaluation, gestion des connaissances.

Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables

Cette composante vise à soutenir le développement d'initiatives économiques locales de jeunes, dans le secteur agro pastoral, à travers l'amélioration de l'offre de services non financiers fournie par des prestataires de proximité ou *structures d'incubation*. Elle comprend trois sous-composantes.

La sous-composante A.1. Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises consiste en des activités visant à : i) améliorer la connaissance des bassins ; ii) informer et sensibiliser les populations cibles ; iii) identifier et orienter les porteurs d'idées d'entreprises et ; iv) valider les dossiers.

La sous-composante A.2. Appui à la création et développement d'entreprises agro-pastorales des jeunes consiste à orienter les jeunes porteurs de projets viables vers une structure d'incubation où ils suivront un parcours type et un accompagnement spécifique.

La sous-composante A.3. Emergence et renforcement des structures d'incubation porte sur des activités : (i) mettre en place le dispositif d'incubation du programme (structures d'incubation locales et régionales, structure d'incubation de référence et les référents), (ii) renforcer les capacités des structures d'incubation, (iii) développer les répertoires et la cartographie des acteurs et (iv) assurer le contrôle de qualité et l'évaluation continue de l'offre de services d'incubation.

Composante B : Accès aux services financiers

L'objectif visé ici est de faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs agropastoraux ruraux à faibles revenus à des services financiers adaptés à leurs besoins. Elle est structurée en deux sous-composantes notamment : (i) l'appui au financement des entreprises et (ii) l'amélioration de la qualité des services financiers.

La sous-composante B.1. « Appui au financement des entreprises » se mettra en œuvre à travers les instruments de financement ci-après : (1) la subvention partielle d'incitation consentie par le Programme dans le cadre du soutien à la création et au développement de l'entreprise agropastorale ; (2) le crédit productif octroyé par les institutions financières rurales (IFR), dans le cadre d'une relation d'affaires adossée à des projets rentables.

La sous-composante B.2. « Amélioration de la qualité des services financiers » a pour objectif d'appuyer l'offre et la demande de services financiers selon les standards et les meilleures pratiques afin d'augmenter et de pérenniser l'accès des entrepreneurs ruraux, en particulier des jeunes, au financement adapté à leurs activités.

Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif

Ici, il s'agit de créer un environnement favorable au développement des entreprises agro pastorales, ce qui implique d'une part la mise en place et le renforcement des capacités des structures et organes concernés et d'autre part la formulation de politiques adéquates y compris l'accès à la terre et la sécurisation foncière. La composante C comprend deux sous-composantes.

La sous-composante C.1. Mise en place d'un cadre organisationnel propice consiste à mettre en place des réseaux de jeunes entrepreneurs agropastoraux et ceux d'entrepreneurs référents. *La sous-composante C.2. Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral*, vise à favoriser la participation du public cible et des différentes parties prenantes du programme, notamment les structures d'incubation et prestataires dans le dialogue politique avec le Gouvernement pour la création d'un cadre politique et législatif qui favorise le développement de l'entrepreneuriat des jeunes au Cameroun.

Composante D : Coordination, Gestion, Suivi-évaluation, Gestion des connaissances

La composante D a pour objectifs de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources, de promouvoir l'amélioration continue des outils, approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer le processus de suivi et d'évaluation. La composante aura également comme objectif de contribuer au dialogue sur les politiques de développement agropastoral y compris l'entrepreneuriat des jeunes.

1.3 Rappel des objectifs du PTBA

Le PTBA 2018 du PEA-Jeunes s'inscrit dans la continuité de ceux de 2017, 2016 et 2015 et de manière générale dans la suite des objectifs du programme. Il a reçu la non objection du FIDA le 08 février 2018. Une révision est intervenue le 30 juillet 2018. Ce PTBA 2018 s'était assigné comme objectifs, (1) en terme d'indicateurs globaux, la création de 1083 Très Petites Entreprises, le développement de 75 Entreprises existantes et la création de 4 632 emplois et (2) en termes de bénéficiaires, de sensibiliser 8 000 jeunes, orienter 980 PIE vers les structures d'incubation où 850 seront incubés et doter 1083 jeunes en kits d'installation et 500 autres en crédits productifs.

Les principaux résultats attendus étaient les suivants : 1083 PIE bénéficiaires de kits (dont 200 de la cohorte 2 et 3 ; 300 de la cohorte 4 et 583 de la cohorte 5) ; 500 PIE bénéficiaires de crédits productifs parmi lesquels 425 PIE en création et 75 PIE en développement ; 850 jeunes PIE incubés (dont 475 en catégorie C1, 300 en C2 et 75 en C3, puis 775 PIE en parcours créateur et 75 en parcours développeur).

Le coût total du PTBA 2018 était de 4 676 951 261 F CFA cofinancées par le FIDA à 79,50% (3 718 301 142 F CFA), le Gouvernement à concurrence de 11,60% (329 899 866 F de FCP et taxes de 213 008 586 F CFA), les bénéficiaires à savoir les jeunes porteurs d'initiatives économiques pour 247 700 000 F (5,30%) et les Institutions de Financement Rural pour 168 041 667 F CFA (soit 3,59%).

Pour atteindre ces résultats escomptés, 47 activités techniques avaient été planifiées suivant les 04 composantes du Programme. Pour ce qui est de la composante A, il était envisagé 13 activités techniques qui nécessitaient un budget de 2 180 097 151 F CFA pour sa mise en œuvre, soit 46,61% du budget total. La composante B compte 06 activités techniques pour un coût de 1 169 126 749 F CFA, soit 25,00 % du budget total. La composante s'était déclinée en 07 activités techniques pour un budget de 242 141 553 F CFA, soit 5,18% du budget total. Enfin, concernant la composante D, 21 activités techniques avaient été envisagées pour un coût total de 1 085 585 807 F CFA, soit 23,21% de l'enveloppe du PTBA.

Le présent rapport d'activités présente l'état d'avancement du Programme sur la période allant de **janvier à novembre 2018**, notamment l'état d'exécution des activités prévues, l'exécution du plan de passation des marchés, l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de décembre 2017, l'état d'exécution financière du budget prévu et du programme, la

situation du personnel, les difficultés rencontrées et les leçons apprises dans la mise en œuvre et enfin, la conclusion.

II. ETAT DETAILLE D'EXECUTION DES ACTIVITES, REALISATIONS FINANCIERES, RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2018, ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES ET ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATION DE LA MISSION DE SUPERVISION.

Globalement, la performance d'exécution des activités techniques du programme 31/12/2018 est de 83,85% avec une performance financière de 78,43% (sans engagement) et de 95,1% avec engagements.

La décomposition par composante du taux d'exécution du PTBA est la suivante :

COMPOSANTES	Taux de réalisations techniques (31/12/2018)	Taux de réalisations financières (31/12/2018)
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	87,24%	102,90%
Composante B : Accès aux services financiers	63,23%	43,30%
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	73,57%	22,96%
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	90,00%	79,51%
Taux d'exécution du PTBA	83,85%	78,43%

Le tableau montre que le taux d'exécution technique est supérieur au taux d'exécution financière. L'écart s'explique par le fait que certains justificatifs des partenaires en incubation des jeunes ne sont pas encore pris en compte.

Egalement du fait que plusieurs activités exécutées ont reçu seulement des avances et les reliquats à payer ne sont pas encore effectués. Il est prévu de les payer seulement après la fourniture des documents finaux (rapports, procès-verbaux), conformément au manuel des procédures administratives, comptables et financières du Programme. Les mises à jour des différents paiements sont en cours.

2.1 REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE ET RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2018

2.1.1 Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables

Avec un taux de réalisations physiques de 86,50% les principales réalisations de la composante A sont les suivantes :

PRINCIPALES REALISATIONS

- 20 facilitateurs des 4 ONG formés en 2018 sur l'utilisation des supports de facilitation de l'émergence d'idées de projet, soit un cumul de 36 facilitateurs déjà formés ;
- 13 facilitateurs recrutés, soit un cumul de 26 facilitateurs des ONG pour la facilitation des idées de projets ;
- 8 678 personnes sensibilisées au 20 novembre 2018, soit un cumul de 14 944 personnes déjà sensibilisées et retraçables par le système de S&E du Programme ; (4 875 jeunes avaient été sensibilisées en 2017 ; 1065 en 2016 et 326 en 2015.
- Signature en 2018 de 10 contrats avec 10 structures d'incubation;
- 658 PIE incubés en 2018, soit un cumul de 1 588 déjà sortis des incubateurs depuis 2015
- 421 jeunes PIE dotés de kits d'installation, soit un cumul de 730 PIE depuis 2015 ;
- 28 conseillers d'entreprises de suivi-accompagnement des PIE mis en place au sein des structures d'incubation, soit un cumul de 38 depuis 2015 ;
- 20 Conseillers de suivi-accompagnement des SIE formés sur les outils TRIE- CREE du BIT;
- 20 Conseillers de suivi-accompagnement des SIE formés sur l'outil GERME du BIT ;
- 20 Conseillers d'entreprises PEA-Jeunes et des SIE formés en 2017 sur les outils TRIE- CREE du BIT;
- 01 stratégie de ciblage genre en cours de mise en oeuvre ;
- 01 stratégie de communication élaborée et en cours de mise en oeuvre

Effet escompté I : L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré

Cette composante visait les objectifs suivants : (i) mettre en œuvre le plan directeur de l'étude de caractérisation des bassins ; (ii) sensibiliser et informer 8 000 jeunes et en orienter 980 par les CRV vers les structures d'incubation ; incubé 850 PIE ; (iii) assurer le fonctionnement de 24 conseillers et de 12 structures d'incubation fonctionnelles ; (iv) octroyer 1083 kits d'installation aux PIE en parcours créateur ; (v) octroyer 500 produits octroyés aux PIE ; (vi) contractualiser avec 07 nouvelles SIE et (vii) assurer leur renforcement matériel, logistique et infrastructurel.

2.1.1.1 Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de cette sous-composante A1 repose sur (i) l'information et sensibilisation, (ii) les dispositifs de facilitation de l'expression de la demande et (iii) la validation des requêtes et orientation. L'information / sensibilisation consistait à (1) Mettre en œuvre la stratégie d'information et sensibilisation et (2) Mettre en œuvre la stratégie ciblage et genre. Les dispositifs de facilitation de l'expression de la demande visaient à (3) former les agents des structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports de facilitation et assurer la facilitation de l'émergence des idées de projet par les prestataires de services non financiers. La validation des requêtes et orientation consistait à (5) organiser des sessions de sélection/validation des idées de projets dans les régions.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Mettre en œuvre la stratégie d'information et sensibilisation

La communication au sein du programme est en plein essor. En cette 4ème année de mise en œuvre, elle a été davantage orientée sur la communication des résultats. Cette approche a permis à la fois d'amplifier les activités d'information, de sensibilisation et d'assurer la visibilité du programme. Les jeunes entrepreneurs, particulièrement ceux qui se distinguent sont utilisés à la fois comme acteurs, facteurs et instruments de communication. Les modèles ou success stories sont davantage mis en exergue. D'autres jeunes veulent s'identifier à ces derniers. Les émissions sont largement relayées

dans les réseaux sociaux et créent de l'émulation auprès d'autres jeunes. Ils veulent en savoir davantage et les demandes vont croissantes. Pour y parvenir, le programme a mené les activités ci-après :

- ✓ Production d'émissions télé (03 émissions de 180 mn diffusées à la CRTV et dans les réseaux sociaux sur les activités des jeunes entrepreneurs ;
- ✓ 06 émissions radiophoniques de 360 mn diffusées à la FM 94 de la CRTV ;
- ✓ Un film documentaire de 26mn produit par la CRTV-Sud sur les activités du PEA-Jeunes ;
- ✓ Une production de 06 émissions télévisuelles de 180 mn avec Télé jeune de la CRTV en cours ;
- ✓ Un atelier avec les radios communautaires réalisé et le processus de partenariat en cours ;
- ✓ De nombreuses retombées médiatiques sur les activités phares du programme (comité de pilotage, autres évènements etc.) ;
- ✓ Participation aux foires expositions organisées par la Cotutelle et autres acteurs ;
- ✓ De nombreuses sollicitations pour les émissions dédiées à la jeunesse et à l'agropastoral ;
- ✓ Mise en place d'une plateforme numérique d'échanges pour des jeunes entrepreneurs
- ✓ Une production de 12 émissions radiophoniques en cours à diffuser au poste national dans une émission à fort taux d'audience dénommée les « matinées de la CRTV »

L'activité est réalisée à 90 %.

2. *Mettre en œuvre la stratégie ciblage et genre*

Au cours de l'atelier de diffusion de la stratégie genre et de renforcement des capacités des acteurs opérationnels, les participants avaient été invités à élaborer les plans d'actions par régions. Ces activités spécifiques ont contribué à relever quantitativement et qualitativement les effectifs des femmes.

Sur le plan qualitatif, des progrès dans le changement de comportement sont à noter. A titre illustratif, certains compagnons aménagent leurs emplois de temps pour permettre à leurs conjointes de mieux suivre l'incubation. De plus en plus, les époux et compagnons abandonnent leurs activités pour se consacrer aux entreprises agropastorales de leurs épouses.

Des mesures spéciales à l'endroit des couches vulnérables (telles que les jeunes filles mères célibataires, les veuves et ceux très pauvres) sont prises pour les aider à mobiliser les 10% exigés comme apport personnel au financement de leur projet. Il s'agit de la valorisation des efforts en nature. Cette mesure motive davantage ces jeunes et leur donne plus d'espoir. En effet :

- ✓ Des activités spécifiques sont désormais menées en direction des femmes, des groupes minoritaires et des personnes handicapées. A titre d'exemple, les jeunes filles Bororo au Nord-Ouest sont actuellement en incubation ;
- ✓ Des séances de sensibilisation en direction des époux sont organisées afin que ces derniers se saisissent des gains pour leurs foyers et qu'ils permettent à leurs compagnes de s'engager dans le processus ;
- ✓ Les capacités des partenaires ont été renforcées sur les questions relatives à l'intégration systématique genre dans leurs activités ;
- ✓ Des points focaux genre ont été désignés au sein des structures d'incubation et des ONG de facilitation ;
- ✓ Désormais en incubation, une journée dédiée au genre a été instituée pour sensibiliser les jeunes porteurs d'initiatives économiques et outiller les jeunes filles sur le leadership féminin. Cette activité se fait de manière ludique avec les jeux de rôles, les projections de films et les témoignages des jeunes filles/couples ayant réussi dans le domaine. Elle a particulièrement suscité leur engouement ;
- ✓ Des aménagements spécifiques ont été faits dans le dispositif d'incubation pour prendre en compte la jeune fille mère. Un kit est désormais alloué aux structures d'incubation pour permettre aux jeunes filles mères et groupes minoritaires de bénéficier des mêmes conditions

de formation que les autres PIE (exemple : la prise en charge des nounous a été intégrée dans les contrats ; les cours sont parfois traduits en langues pour les jeunes filles bororos)

- ✓ Tous les supports de communication prennent en compte la dimension genre aussi bien dans le langage que dans les représentations des images.
- ✓ Les problèmes relatifs à l'auto-exclusion des jeunes filles vivant en couple pendant la formation se sont considérablement amoindris ;

De manière générale, les femmes se professionnalisent davantage dans l'entrepreneuriat agropastoral. Elles sont de plus en plus autonomes économiquement et avouent être plus épanouies. Les foyers se consolident grâce aux gains économiques et l'avenir des enfants encore plus rassurant.

Toutefois, le genre reste encore abordé sur les questions qui n'influencent pas l'égalité des sexes de manière fondamentale. Les questions portant sur les discriminations relatives au contrôle des ressources notamment en milieu rural sont à améliorer.

L'activité est réalisée à 100%.

3. *Former les agents des structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports de facilitation et assurer la facilitation de l'émergence des idées de projet par les prestataires de services non financiers*

Onze nouveaux facilitateurs ont été recrutés en 2018 pour densifier les effectifs existants (15 recrutés en 2016 et 2017, ce qui donne un cumul de 26 facilitateurs à date.

Ensuite, 20 facilitateurs (soit 10 hommes et 10 femmes) ont pris part à l'atelier de formation des facilitateurs à l'usage des outils de formation en entrepreneuriat TRIE du BIT, organisé du 18 au 23 juin 2018 à Nkongsamba. Par la suite, trois campagnes de facilitation ont été organisées par chacune des 04 structures de facilitation dans les bassins de production des 04 régions d'intervention du PEA-Jeunes (Centre, Sud, Littoral et Nord-Ouest). Ces campagnes de facilitation ont donné lieu à la cohorte 5 du Programme.

Ainsi, de janvier à décembre 2018, 8 678 personnes ont été sensibilisées parmi lesquelles 5 904 hommes et 2 774 femmes (31,97%). La distribution par région est la suivante. 4 135 personnes dans le Centre (2 828 hommes et 1 307 femmes), 1 521 personnes dans le Sud (1 057 hommes et 464 femmes), 1 941 personnes dans le Littoral (1 400 hommes et 541 femmes) ; 1 081 personnes dans le Nord-Ouest (619 hommes et 462 femmes). Cette distribution par région est donnée dans le tableau ci-après :

Tableau 1: Personnes sensibilisées par région en 2018

Régions	Effectif sensibilisation à la cohorte 5		
	H	F	T
Centre	2 828	1 307	4 135
Sud	1 057	464	1 521
Littoral	1 400	541	1 941
Nord-Ouest	619	462	1 081
Total général	5 904	2 774	8 678

Dans chaque région, la distribution par bassin de production se présente comme suit :

Tableau 2: Personnes sensibilisées en 2018 par bassin

Bassins	Effectif sensibilisation à la cohorte 5		
	H	F	T
Mfou – Sos Edzendouang	501	273	774
Ntui – Bangassina	355	208	563
Obala – Monatélé - Elig Mfomo – Batchenga Mbandjock Saa	1 003	383	1 386

Bassins	Effectif sensibilisation à la cohorte 5		
	H	F	T
Ombessa – Bokito – Bafia	265	80	345
Periphérique Yaoundé 6 & 7	656	340	996
Awae	48	23	71
Sous/Total Centre	2 828	1 307	4 135
Ambam	202	90	292
Kribi	362	161	523
Ngoulemakong – Mvangan Ebolowa	493	213	706
Sous/Total Sud	1 057	464	1 521
Ndom	202	40	242
Njombé – Penja – Loum – Manjo – Nkongsamba Melong	495	171	666
Periphérique Douala (Dibombari)	643	292	935
Pouma	60	38	98
Sous/Total Littoral	1 400	541	1 941
Batibo – Bwengwi	198	150	348
Santa – Bamenda	355	291	646
Mentchum valley	66	21	87
Sous/Total Nord-Ouest	619	462	1 081
Total général	5 904	2 774	8 678

A l'issu de ces campagnes de sensibilisation, 1 902 idées de projets (portées par 1 981 hommes et 1 019 femmes) ont été récoltées au terme des ateliers de manifestation d'intérêt et 967 PIE ont été diagnostiqués (633 hommes et 334 femmes-34,54%.

Après analyses préliminaires par les URAC et basées sur la conformité aux critères d'éligibilité des porteurs d'idées de projet, 1 753 idées de projets portées par 1 136 hommes et 617 femmes (35,19%) ont été transmises aux CRV pour examen et sélection des idées des PIE à admettre en incubation. Par région, on a : Centre (692 idées portées par 415 hommes et 277 femmes (soit 40,00%), Sud (352 idées de projets portées par 227 hommes et 125 femmes (soit 35,51%), Littoral (578 idées de projets portées par 406 hommes et 172 femmes (soit 29,75%) et Nord-Ouest (97 idées de projets portées par 97 hommes et 52 femmes).

En somme pour un objectif de 8 000 personnes à sensibiliser, 8 678 personnes ont effectivement été sensibilisées, soit une performance de réalisation de l'activité de 108,47%. L'activité est réalisée à 100%.

Depuis le début du programme (période 2015-2018), 14 971 personnes ont été sensibilisées dont 32,16% de femmes.

Cette situation est détaillée par année comme suit :

Tableau 3: Personnes sensibilisées de 2015-2018

Années	Personnes sensibilisées 2015-2018		
	H	F	T
2015	264	76	340
2016	700	365	1 065
2017	3 270	1 618	4 888
2018	5 904	2 774	8 678
Total général	10 129	4 816	14 971

4. Organiser la session de sélection/validation des idées de projets par région

De janvier à novembre 2018, 10 sessions (sur 08 prévues) de sélection/validation des idées de projets se sont tenues à travers les 04 Comités Régionaux de Validation (CRV) des 04 régions d'intervention du Programme. Le taux de réalisation de l'activité est de 125%.

Les CRV ont examiné 1 767 idées de projets portées par 1 132 hommes et 635 femmes (35,93%). Ces chiffres se déclinent ainsi qu'il suit par région, on a : Centre (692 idées portées par 415 hommes et 277 femmes (soit 40,00%), Sud (352 idées de projets portées par 227 hommes et 125 femmes (soit 35,51%), Littoral (578 idées de projets portées par 406 hommes et 172 femmes (soit 29,75%) et Nord-Ouest (97 idées de projets portées par 97 hommes et 52 femmes). La situation du Littoral et du Nord-Ouest sont à actualiser au 31/12/2018.

Sur la période 2015-2018, 4 068 idées de jeunes ont été transmises aux Comités Régionaux de Validation (CRV) pour examen, comprenant 71,71% de femmes. La situation par années est la suivante :

Tableau 4: Volume d'idées de projet examiné par les CRV de 2015-2018

Années	Effectif transmis aux CRV en sélection des idées de projets (2015-2018)		
	H	F	T
2015	74	255	329
2016	321	180	501
2017	842	629	1 471
2018	1 132	635	1 767
Total général	2 369	1 699	4 068

Au terme des différentes sessions de CRV, 1 480 idées de projets (portées par 946 hommes et 534 femmes (soit 33,79%) ont été sélectionnées et pour éventuelle entrée des jeunes porteurs d'initiatives économiques en incubation. L'activité est réalisée à 100%.

Sur la période 2015-2018, 2 758 idées de projets ont été sélectionnées par les CRV, comprenant 978 idées portées par les femmes (soit 35,46%). La situation par années est la suivante.

Tableau 5: Idées de projets sélectionnées/validées par les CRV de 2015-2018

Années	Idées de projets sélectionnées par les CRV (2015-2018)		
	H	F	T
2015	58	25	83
2016	277	107	384
2017	499	312	811
2018	946	534	1 480
Total général	1 780	978	2 758

Taux d'exécution physique

La sous-composante A1 a enregistré un taux d'exécution physique de 97,50% au 31/12/2018.

2.1.1.2 Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante A2 repose sur (i) Identification et conventionnement des prestataires de services non financiers ; (ii) les dispositions du processus d'appui pour les parcours 1 et 2, (ii) la validation des requêtes de financement et (iv) la mise en place des kits d'installation.

En ce qui concerne l'identification et conventionnement des prestataires de services non financiers, il était prévu de (1) conventionner avec sept (07) nouvelles structures d'incubation. Les dispositions du processus d'appui pour les parcours 1 et 2 prévoyaient de (2) assurer le renforcement des capacités des jeunes PIE dans les structures d'incubation et assurer le suivi-accompagnement des PIE des cohortes 2015, 2016 et 2017 et (3) organiser l'atelier d'internalisation de l'approche du Programme et de capitalisation des leçons apprises. La validation des requêtes de financement avait prévu de (4) organiser des sessions de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes et des missions de suivi des PIE par les CRV. La mise en place des kits consistait à (5) mettre en place 379 kits d'installation/et des kits de renforcement. (6) Enfin, le programme avait prévu (7) d'organiser des voyages d'échanges d'expériences auprès des partenaires.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. conventionner avec des nouvelles structures d'incubation

Une mission d'identification à travers quatre (04) URAC a confirmé les SIE identifiées dans le cadre de l'étude de caractérisation. Une mission de diagnostic a eu lieu et conduite à travers quatre (04) URAC. A l'issue de ce diagnostic, une liste restreinte de 15 SIE représentant les meilleures possibilités d'être érigées en structures d'incubation a été constituée. Le programme a élaboré des termes de référence et préparé une demande de proposition qui a été transmise aux structures d'incubation potentielles.

La CSPM a examiné les demandes de proposition. Au terme de cette analyse, seulement cinq (05) SIE ont été jugées aptes à poursuivre le processus de conventionnement. L'ANO du FIDA a été obtenu pour la poursuite du processus avec ces 05 structures qui ont été conviées à une séance de négociation qui a permis de trouver un accord entre le Programme et les SIE sur le projet de convention et le barème des coûts unitaires. Un procès-verbal a été signé à cet effet.

Quatre de ces 05 SIE sont déjà opérationnels dans le Programme au titre de structure d'incubation « satellite » et leur autonomisation permettra dès 2019 d'accroître la capacité d'accueil et d'encadrement du PEA-Jeunes. Globalement, le processus de conventionnement en 2018 avec les nouvelles SIE est bouclé et ces dernières accompagneront les PIE en partenariat avec le PEA-Jeunes en 2019.

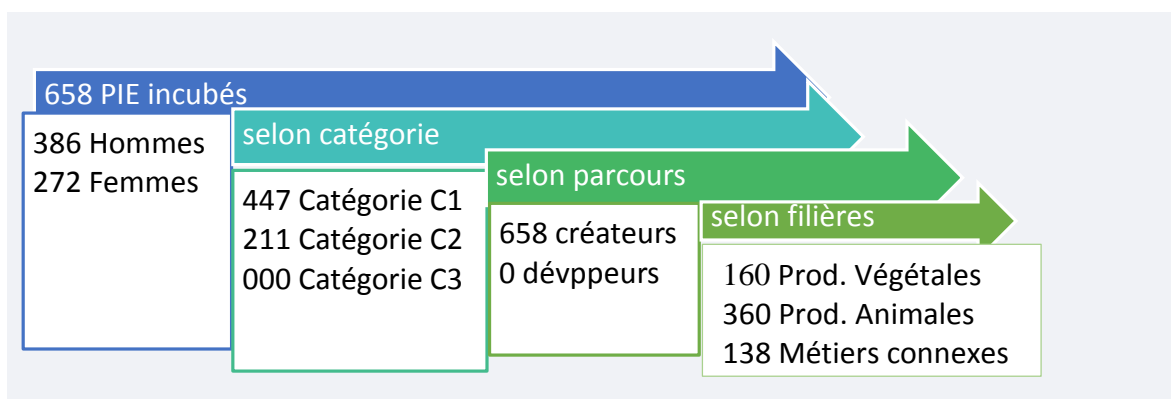
En outre, une démarche spécifique est en cours avec l'IG Poivre de Penja pour en faire un dispositif d'incubation spécialisé sur les activités économiques de la filière Poivre. L'activité est exécutée à 100%.

2. Assurer le renforcement des capacités des jeunes PIE dans les structures d'incubation et Assurer le suivi-accompagnement des PIE en post-incubation

Le renforcement des capacités des PIE en incubation en 2018 a fait l'objet des cohortes 5 et 6 et s'est déroulé en vagues successives (03 vagues) avec l'entrée en jeu progressive de nouvelles structures d'incubation. Au 31 décembre, un total de 658 jeunes dont 386 hommes et 272 femmes (41,33%) ont été renforcés dans leurs capacités en incubation. La distribution par région est donnée ci-après :

Tableau 6: Jeunes incubés (renforcés) en 2018

Région	Effectif incubé		
	H	F	T
Centre	138	113	251
Sud	76	59	135
Littoral	100	54	154
Nord-Ouest	72	46	118
Total	386	272	658



Effectif suivant les spéculations du Programme

Spéculations	H	F	T
Ananas	3	1	4
Banane-plantain	25	11	36
Maïs	15	5	20
Marâchage	29	10	39
Manioc	18	13	31
Poivre	7	2	9
Volaille (chair)	116	98	214
Porc	83	47	130
Petits ruminants	4	0	4
Elevage non conventionnel	5	0	5
Commercialisation	18	2	20
Semences	10	1	11
Métiers connexes			
Restauration	12	33	45
Transformation produits agricoles	16	19	35
Services Agricoles	8	9	17
Transformation produits pastoraux	9	13	22
Services Pastoraux	6	5	11
Transport	0	0	0
Total	383	275	658

Sur la période 2015-2018, 1 588 jeunes PIE dont 982 hommes et 606 femmes (38,16%) ont été incubés par le Programme. Cet effectif est détaillé par année comme suit.

Tableau 7: Jeunes incubés (renforcés) de 2015-2018

Années	Effectifs incubés (2015-2018)			Cumul
	H	F	T	
2015	54	26	80	80
2016	189	92	281	361
2017	353	216	569	930
2018	386	272	658	1 588
Total	982	606	1 588	1 588

S'agissant du suivi-Accompagnement, il s'est déployé en 2018 en plusieurs étapes. La contractualisation avec des consultants (03) qui ont appuyé le Programme dans le développement des outils de gestion technique des entreprises des jeunes, le développement des outils de gestion et management des petites entreprises, et enfin, la détermination des différents types d'entreprises et le régime fiscal en vue d'en faciliter le choix lors de la formalisation.

Ensuite le Programme sous la base des leçons tirées et contraintes observées en 2017, a procédé au recrutement de nouveaux conseillers de suivi-accompagnement (23) pour renforcer l'effectif déjà en fonction (12), puis spécialiser les conseillers.

Par ailleurs, ce Programme a organisé à l'intention de tous les conseillers au niveau de chaque région, un atelier d'imprégnation sur ses procédures et le suivi des jeunes entrepreneurs agricoles. Au terme de ces rencontres régionales, un atelier national d'encadrement méthodologique a permis du 12 au 14 juin 2018, d'harmoniser l'approche et la démarche du suivi-accompagnement de tous les conseillers de suivi-accompagnement (principaux des SIE et agent de terrain) en ce qui concerne leurs cahiers des charges, les outils développés par les consultants, le cadre de mesure des performances et l'évaluation en fin de période, et enfin le schéma global et l'importance du reporting et données de suivi-évaluation. Ce préalable a été couronné par la distribution au niveau régional du portefeuille des jeunes PIE aux conseillers S-A. Des ateliers régionaux de transferts des outils des conseillers aux PIE sont en cours. L'objectif était de suivre-accompagner 448 jeunes en 2018.

Un atelier national de formation sur les outils et démarche de suivi-évaluation et de gestion de la base de données ainsi que de collecte des données géo-référencées et photographiques, a été organisé à l'intention des conseillers de suivi-accompagnement. Un autre atelier avait permis de former le personnel du Programme ainsi que les conseillers principaux chargés de l'encadrement des conseillers de suivi-accompagnement les 25 et 26 juin, sur la même thématique. Les conseillers ont effectivement suivi et accompagnés 341 jeunes en 2018.

En somme en 2018, un total de 658 jeunes dont 386 hommes et 272 femmes (41,33%) ont été renforcés dans leurs capacités en incubation. Par rapport aux prévisions de 850 PIE de 2018 ; ce résultat (658) correspond à un taux de réalisation de 77,41% de l'objectif de l'incubation. Cependant, il faut noter que la cohorte 6 est en cours d'incubation dans les SIE. Par rapport au suivi-accompagnement, 421 jeunes ont été suivis sur les 511 prévus, soit une performance de 82,38%. Toutefois, l'activité est réalisée à 87% au 31 décembre 2018.

3. Organiser l'atelier d'internalisation de l'approche du Programme et de capitalisation

L'atelier a été organisé du 13 au 16 février 2018 avec la participation de 60 personnes (03 des partenaires stratégiques (DID, BIT), 16 des partenaires opérationnels (SIE, IFR, ONG de facilitation), 30 de l'équipe du PEA-Jeunes. L'approche du programme a été passée en revue. Les bilans des approches présentés, discutés et leçons capitalisées. Des problèmes rencontrés lors de l'exécution des activités en 2017 ont été discutés et un plan d'action de solutions convenu.

Activité exécutée à 100%.

4. Organiser des sessions de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes par région

Au 31/12/2018, huit (08) sessions de CRV de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes ont été organisées dans les quatre régions d'intervention du Programme. Ces CRV ont approuvés 569 plans d'affaires, dont 330 portés par des hommes et 239 portés par des femmes (42,00%).

La distribution des plans d'affaires approuvés par région est donnée comme suit :

Tableau 8: Plans d'affaires approuvés par région en 2018

Région	Effectif incubé		
	H	F	T
Centre	138	111	249
Sud	78	59	137
Littoral	96	57	153
Nord-Ouest	18	12	30
Total	330	239	569

Sur un objectif de 04 sessions de CRV en 2018, 08 sessions ont été organisées, soit une performance de 200%.

L'activité est réalisée à 100%.

5. *Mettre en place des kits d'installation et de renforcement.*

Il était question de mettre en place 1 083 kits d'installation. De janvier au 31/12/2018, 421 kits ont été octroyés, soit une performance de 67,40%.

Tableau 9: Bénéficiaires de kits d'installation en-2018

Régions	Financement en Kits d'installation en 2018		
	H	F	T
Centre	125	97	222
Sud	58	19	77
Littoral	25	33	58
Nord-Ouest	30	34	64
Total	238	183	421

Depuis le début du programme (période 2015-2018), **730** porteurs d'initiatives économiques, ont été financés par le programme en kits d'installation.

Tableau 10: Bénéficiaires de kits d'installation de 2015-2018

Années	Financement en Kits d'installation (2015-2018)		
	H	F	T
2015	0	0	0
2016	32	14	46
2017	166	93	259
2018	238	183	421
Total général	439	291	730

S'agissant des kits de renforcement, le Programme a appuyé 05 jeunes en kits de développement, sur la période 2015-2018.

Tableau 11: Bénéficiaires de kits de renforcement de 2015-2018

Années	Financement en kits de développement (2015-2018)		
	H	F	T
2015	0	0	0
2016	3	1	4
2017	0	0	0
2018	1	0	1
Total général	4	1	5

De janvier à décembre 2018, 421 jeunes PIE ont reçu des appuis en Kits (d'installation et renforcement), pour un montant de 409 681 953 F CFA. L'apport personnel en numéraire en 2018 a été de 126 891 073 F CFA. Ces PIE ont obtenu des crédits productifs en 2018 pour un volume de 79 545 229 F CFA.

Un total cumulé de 730 PIE sont déjà financés en kits pour 750 648 364 F CFA depuis le démarrage du projet. Ces jeunes PIE ont mobilisé un apport personnel de 192 027 219 F CFA et mettent en place leurs entreprises. La contribution des IFR est de 123 887 387 F CFA sous forme de crédits productifs à 90 PIE (dont 01 en 2016, 42 en 2017 et 47 en 2018) pour 88 en parcours créateurs et 02 PIE en développement. Le total de financement aux projets des jeunes en 2018 est de 616 118 255 F CFA, et de 1 066 562 970 F CFA de 2015-2018. et de .

6. Organiser des voyages d'échanges d'expériences auprès des partenaires

En 2018, il était prévu d'effectuer 03 voyages d'échanges d'expérience. Un voyage à Rome (siège FIDA) a permis au PEA-Jeunes de discuter lors d'un Country Program Management Team (CPMT), d'un mécanisme alternatif de refinancement des IFR pour l'octroi des crédits productifs. L'idée est de recruter une institution bancaire privée intermédiaire au refinancement des IFR, en vue de mieux adresser l'accès au crédit productif par les jeunes incubés au PEA-Jeunes.

En outre, le PEA-Jeunes a participé en compagnie de 02 PIE à un voyage d'étude au Brésil (organisé par le FIDA du 17 au 25 Novembre 2018), pour les jeunes bénéficiaires des projets, notamment ceux investis dans la transformation des produits agricoles. Ce voyage d'étude leur a permis de découvrir la transformation du manioc telle que pratiquée au Brésil, mais aussi de prendre part au 6ème forum sur les jeunes à Salvador. L'activité est réalisée 75%.

7. Taux d'exécution physique

Au 31/12/2018, le taux d'exécution physique de la sous-composante A2 est de 83,48%.

2.1.1.3 Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante A3 repose sur le Renforcement des capacités des structures d'incubation.

Plus précisément, le renforcement des capacités des structures d'incubation consistait à : (1) assurer l'assistance technique avec le BIT, (2) assurer le renforcement des capacités opérationnelles des cadres du Programme et des personnes ressources intervenant dans les structures d'incubation et ; (3) réaliser le diagnostic des structures d'incubation et assurer leur renforcement infrastructurel, matériel et logistique.

- Activités réalisées et résultats atteints

1. Assurer l'assistance technique avec le BIT

L'assistance technique de BIT est déployée à travers la réalisation des activités dont le bilan est le suivant :

- *organiser le Coaching des conseillers formés en CREE* : Le coaching des 19 nouveaux conseillers (03 femmes et 16 hommes) formés à TRIE/CREE en juin 2018 à Nkongsamba s'est déroulée du 19 novembre au 5 décembre 2018 dans 5 centres d'incubation du PEA-Jeunes localisés à Binguela, Obala, Bafia, Bonabéri et Dibombari. ;
- *Adapter le matériel de formation GERME (TRIE, CREE, test TRIE et CREE)* : Les TdRs pour les adaptations des kits TRIE (manuel TRIE +plus le plans de séance TRIE) et CREE (manuel

CREE avec livret de plan d'affaires plus le plan de séance CREE), y compris les illustrations adossées au secteur agropastoral sont validés. Le consultant a été recruté et le travail est en cours. Le 1^{er} draft des documents est disponible. Le travail de validation (test) est en attendu ;

- *Organiser un séminaire de renforcement des capacités pour les conseillers certifiés GERME de 2017 : RAS. Reportée en 2019.* Le séminaire devait avoir lieu après adaptation des outils GERME. L'activité est reportée en 2019.
- *Organiser une formation des formateurs TRIE des facilitateurs :* La formation des formateurs des structures de facilitation sur l'outil TRIE de formation en entrepreneuriat du BIT s'est déroulée du 18 au 23 juin 2018. 20 personnes ont été formées (10 hommes et 10 femmes). Cette activité est réalisée à 100%.
- *Organiser une formation des formateurs TRIE/CREE des conseillers :* La formation des nouveaux conseillers du PEA-jeunes à l'utilisation des outils de formation en entrepreneuriat TRIE et CREE du BIT s'est déroulée du 4 au 15 juin 2018 à Nkongsamba. 20 personnes ont été formées (16 hommes et 04 femmes) dont 18 venant des structures d'incubation (14 hommes et 04 femmes). Cette activité est réalisée à 100%.
- *Organiser une formation des formateurs Germe des conseillers de suivi-accompagnement du PEA-jeunes à l'utilisation de l'outil de formation en entrepreneuriat Germe du BIT.* Cette formation s'est organisée du 05 au 15 novembre 2018 à Ebolowa. 20 personnes dont 14 hommes et 6 femmes ont été formées.
- *Assurer la gestion du projet BIT :* les frais liés à la gestion du projet sont régulièrement prélevés par BIT (Bureau Pays et Rome) ;
- *Acheter les nouveaux jeux d'entreprises et imprimer les manuels GERME.* En prélude aux formations des conseillers, facilitateurs et entrepreneurs, le Projet a remis comme prévu au PEA-Jeunes le matériel GERME supplémentaire : 20 jeux d'entreprise ; 1.450 manuels TRIE en français et en anglais, 2.950 manuels CREE et plans d'affaires en anglais et en français, 40 guides du formateur Germe, 40 plans de séance TRIE, 20 plans de séance CREE, 150 plans de séance GERME et 3.600 manuels Germe en français et en anglais recouvrant six domaines de gestion.
- *Organiser l'évaluation à mi-parcours du projet :* BIT a recruté un Evalueur indépendant international pour assurer l'évaluation indépendante à mi-parcours du Projet. Cette mission a démarré du 15 novembre 2018 et se poursuivra en 2019.

- *Publier des articles sur les évidences et les connaissances qui émergent de la mise en œuvre du projet d'Assistante du BIT au PEA-Jeunes :* Le projet a régulièrement communiqué sur ses activités à travers des articles publiés dans la presse écrite, le site internet du Bureau et des reportages radio et télévisés. BIT a effectué 01 annonce médiatique, 5 couvertures télévisées ainsi que 5 couvertures radio de nos activités. 4 articles sur le Projet sont publiés dans les presses écrites, et 3 articles dans le site internet du BIT. Les médias suivants ont cité le Projet : Canal2 international, CRTV (Sud, Centre, Littoral, Poste national, Télé), Equinoxe TV, Vision 4, AfrikInfo.net, Cameroun Tribune, le Jour, le Quotidien de l'Economie, l'Intégration. Une première version du bulletin électronique de deux pages maximum sur le bilan annuel du Projet est disponible. Un encadré sur les réalisations du Projet est inséré dans le rapport d'activités 2016-2017 du Bureau.

Le Projet a organisé conjointement avec le PEA-Jeunes le 8 février 2018 au Mont-Febe une cérémonie de remise officielle des manuels GERME au PEA-Jeunes, de remise du matériel roulant aux partenaires opérationnels du Programme, et des parchemins aux personnes ressources formées en éducation financière et à l'approche GERME du BIT. Cette cérémonie a accru la visibilité de l'assistance technique du BIT. La cérémonie était présidée par le Ministre de l'Agriculture, en présence des Ministres en charges de la femme, de l'élevage, de l'emploi, des Petites et moyennes entreprises, ainsi que du Représentant du Bureau Pays du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et de la Directrice du BIT. Près de 162 personnes ont pris part à la cérémonie.

Le Projet figure aussi parmi les cas de bonnes pratiques dans la quatrième édition de "ILO success story in Africa" qui sera publiée dans le sillage de la prochaine réunion régionale africaine prévue en 2019.

- Cette assistance est réalisée à 60%.

2. *Assurer le renforcement des capacités opérationnelles des cadres du Programme et des personnes ressources intervenant dans les structures d'incubation*

Un plan de renforcement des capacités du personnel a été élaboré. La mise en œuvre de ce plan a permis de renforcer les capacités de 05 personnels :

- ✓ 01 personne formée en suivi-évaluation dans le cadre du programme PRiME du FIDA s'est déroulé du 9 au 13 octobre 2018 à Shanghai (01 personne) ;
- ✓ 02 personnes formées en refinancement des institutions financières et gestion des risques agricoles au Canada du 24 septembre au 04 octobre 2018 au Canada ;
- ✓ 01 personne formée sur la certification des facilitateurs/facilitatrices d'audit de genre du BIT du 22 au 31 octobre 2018 à Turin (cours à distance et en présentiel) ;
- ✓ 01 personne formée à la gestion du cycle de projets dans les pays fragiles organisée par le CIF/BIT de Turin du 10 au 14 décembre 2018 (cours présentiel).

La formation des conseillers URAC envisagée avec 2iE n'a pas eu lieu.

L'activité est réalisée à 75%.

3. *Réaliser le diagnostic des structures d'incubation et assurer leur renforcement infrastructurel, matériel et logistique*

Suite à la mission de supervision conjointe Gouv/FIDA de décembre 2017, un consultant a été recruté et a accompagné le Programme dans l'élaboration d'une note conceptuelle assortie d'une feuille de route devant permettre la mise en œuvre du plan de renforcement de capacités des SIE. Cette feuille de route prévoit des démarches spécifiques pour les activités économiques telles que la transformation agroalimentaire et des spéculations particulières à l'instar du Poivre et Maraîchage qui nécessitent une ingénierie et un dispositif permettant l'encadrement performant des porteurs d'initiatives économiques dont les SIE n'en disposent pas en l'état actuel. Ces actions sont en cours de mise en œuvre.

Parallèlement, un plan de renforcement prioritaire portant sur les filières dites "classiques" et les activités de production a été soumis à l'ANO du FIDA en juillet 2018 et les actions de renforcement suivront. Pour ce qui est du renforcement proprement dit des capacités, les SIE ont reçu en 2018 un lot de 71 ordinateurs et 21 motos. Le taux de réalisation est de 60%.

Taux d'exécution physique

Au 31/12/2018, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante A3 est de 84,17%.

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante A au 31/12/2018 est de 87,24% détaillé comme suit :

Tableau 12: Détail du taux d'exécution physique de la composante A

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises	97,50%
Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises	83,48%
Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation	84,17%
Taux d'exécution Composante A	87,24%

2.1.1.4 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés au 31/12/2018

Produit 1.1 : Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt

Tableau 13 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2018 du produit 1.1

RESULTATS VISES	OBJECTIFS 2018	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2018
1. Un plan directeur de l'étude de caractérisation des bassins opérationnel	Oui	La mise en œuvre des orientations de ce plan avait démarré en 2017 et s'est poursuivi au long de 2018.
2. Nombre de cohortes de jeunes sorties annuellement des incubateurs	02	Au 31 décembre 2018, 02 cohortes de jeunes ont pu sortir des incubateurs. Une 3 ^{ème} cohorte était en cours.
3. 8 000/980 jeunes sont sensibilisés, informés et orientés dans les quatre Régions	8 000 / 980	8 678 personnes dont 5 904 hommes et 2 774 femmes (31,97%) ont été sensibilisées (soit une performance de 108, 47%) ; et 1480 autres dont 946 hommes et 534 femmes (36,08%) orientées, ce qui fait une performance de 151,0%.
4. Huit cent cinquante (850) jeunes sont renforcés dans leurs capacités techniques et entrepreneuriales	850	658 jeunes dont 386 hommes et 272 femmes (41,33%) ont été renforcés dans leurs capacités techniques et entrepreneuriales dans les régions, soit une performance de 77,41%.
5. Douze (12) structures d'incubation sont fonctionnelles	12	Au 31/12/2018, 05 structures sont fonctionnelles. 07 structures satellites ont été opérationnelles. 05 autres structures sont contractualisées. Ainsi, au moins 12 structures d'incubation sont fonctionnelles en 2018.
Nombre de kits administrés	1 083	359 kits ont été administrés, soit 33,14%
6. Nombre de crédits productifs octroyés	500	47 crédits productifs sont octroyés, soit 9,4%
7. structures d'incubation sont diagnostiquées, un plan de renforcement défini et les capacités des diagnostiqués et renforcées	Oui	01 Plan de renforcement des capacités des SIE a été élaboré et adopté au terme du diagnostic. Sa mise en œuvre a démarré avec 21 motos et 115 ordinateurs, en attendant l'avis de non objection du FIDA pour sa pleine mise en œuvre
8. Nombre de structures d'incubation et conseillers renforcés	12/24	12/27 conseillers nouvellement recruté (soit 33 au total). Ces conseillers ont été renforcés dans leurs capacités (outils TRIE, CREE et GERME du BIT ; Suivi-évaluation, accompagnement).
9. Nouvelles SIE contractualisées	7	05 structures ont été contractualisées, soit un taux de réalisation de 71,42%.

Le niveau de réalisation des résultats 2018, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1 d'ici le terme du programme, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 14: Analyse des indicateurs du produit 1.1

Indicateurs de produit 1.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
04 cohortes de jeunes promoteurs sortent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable	<p>Globalement, 07 cohortes sur les 12 prévus (2015-2018) ont pu sortir des incubateurs depuis le début du Programme, ce qui fait une performance de 58,33%.</p> <p>En 2018, 2 cohortes de promoteurs sont sorties des incubateurs avec un plan d'affaire bancable, et 01 cohorte en cours de formation, soit 3/4 (75%) de la performance recherchée. En 2015, 2016 et 2017 ; 01, 01 et 02 cohortes respectivement avaient pu sortir des incubateurs.</p> <p>De manière détaillée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 cohorte de 80 PIE de la phase pilote de 2015 était sortie des incubateurs - 01 cohorte de 281 jeunes PIE sont sorties en 2016 des incubateurs avec un plan d'affaire.

Indicateurs de produit 1.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
	<ul style="list-style-type: none"> - 02 cohortes de 568 PIE sont sorties des incubateurs avec un plan d'affaire ; - 02 cohortes de 658 PIE sont sorties des incubateurs au 31 déc. 2018
Au moins 5040 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	<p>Au 31/12/2018, un total de 1 588 jeunes (982 hommes et 606 femmes-soit 38,16%) sont formés et accompagnés ; ce qui donne une performance de 31,09% sur l'effectif de 5 108 jeunes et 39,55% sur la proposition de femmes.</p> <p>Dans les détails :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 80 PIE ont été formées dans le cadre du dispositif pilote de 2015 (54 hommes et 26 femmes), soit 32,5% de femmes - 281 PIE (198 hommes et 92 femmes) ont été formées et accompagnés en 2016, soit 32,74% de femmes ; - En 2017, 569 jeunes (353 hommes et 216 femmes) ont été incubés, soit 37,96% de femmes. - En 2018, 658 jeunes (386 hommes et 272 femmes) sont incubés, soit 41,33% de femmes.

Produit 1.2. Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises

Tableau 15 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2018 du produit 1.2

Résultats intermédiaires 2018	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2018
1. 16 facilitateurs et 10 conseillers des structures d'incubation sont formés via la convention d'assistance technique avec BIT sur les outils TRIE et CREE	-Nombre de Conventions signées -Nombre de facilitateurs et de conseillers formés	<ul style="list-style-type: none"> • 04 contrats sont signés en 2018 ; • 18 facilitateurs et 18 conseillers de suivi-accompagnement formés sur l'utilisation des outils en entrepreneuriat (TRIE et CREE) du BIT ; • 20 personnes formées sur l'outil GERME
2. 05 structures d'incubation et 10 conseillers sont renforcés dans leurs capacités	-Nombre de Convention signée	<ul style="list-style-type: none"> • 08 contrats ont été signés entre les SIE et des structures satellites et PEA-Jeunes. • 01 plan de renforcement des capacités est élaboré et attend la mise en œuvre • 21 motos et 115 ordinateurs donnés par le programme aux structures d'incubation en 2018

Le niveau de réalisation des résultats intermédiaires 2018, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 16 : Analyse des indicateurs du produit 1.2

Indicateurs de produit 1.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
Au moins 12 structures d'incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui-accompagnement des jeunes dans leurs entreprises	<ul style="list-style-type: none"> - Cinq (05) structures d'incubation ont été contractées en 2016. Les contrats sont renouvelés en 2017 et 2018. - 04 structures d'incubation dites satellites ont été contractualisées au 30 juin 2016 et ont accompagné les jeunes ; - 08 structures dites satellites et 05 SIE de premier niveau ont accompagné les PIE en incubation ; - Le renforcement en 2016 de ces structures a consisté en une dotation en moto (10) et ordinateurs portables (10) pour conseillers - Les dotations de renforcement en 2017 ont été de 10 motos. - Pour 2018, 115 ordinateurs complets et 21 motos été acquis et mises à disposition.

Indicateurs de produit 1.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
1 structure d'incubation de référence est promue	Les Sites sont identifiés et étaient en cours de sécurisation en 2016 notamment : BALAMBA (3 268 hectares 03 ares 38 ca) et GOUGAN I (45 hectares 17 ares 91 ca). Un cabinet avait été sélectionné en février 2017 pour mener les études de faisabilité. Le contrat a été sursis et n'a pu être signé, à la demande de la Présidence de la République. Les mésententes et revendications des populations plombent l'avancement de la mise en place de la SIR. Pas d'avancement en 2018.

Au regard de l'analyse des indicateurs des progrès vers l'atteinte des produit 1.1 et produit 1.2 qui précèdent, l'effet escompté I est amorcé. L'analyse de ce progrès est donnée dans le tableau ci-après.

Tableau 17 : Analyse des indicateurs d'effet escompté

Indicateurs d'effet (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
Au moins 10 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt	Les 05 structures d'incubation et leurs 07 satellites ayant contractualisé avec le PEA-Jeunes assurent la formation des jeunes suivant une démarche entrepreneuriale. Les 12 structures ont adopté avec l'appui du Programme un ruban pédagogique de 07 modules intégrant des modules en entrepreneuriat à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - Entreprenariat - Education financière - Education à la citoyenneté - Initiation aux TIC - Leadership - Techniques agropastorales - Accompagnement à l'élaboration des plans d'affaires - Séjour du PIE chez le référent - Douze (12) SIE sur 10 (120%) ont intégré l'entrepreneuriat dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt. L'enquête de satisfaction permettra d'apprécier les changements dans ces SIE.
80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées	Tous les entrepreneurs agropastoraux promus par le programme sont instruits lors de l'incubation. Ils sont conseillés lors de l'implémentation de leurs projets. Le degré d'adoption des technologies enseignées sera mesuré à l'étude des effets du programme.
80% des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entrepreneuriat	Des jeunes formés ont accès à l'appui conseil à l'entrepreneuriat, notamment dans le décaissement des kits auprès des IFR, l'acquisition des matériels, les dépenses de fonds de roulement, etc. Tous les 730 jeunes ayant eu des Kits et les 90 ayant reçu les crédits productifs bénéficient des services d'appui conseil du dispositif mis en place par le projet. Ces jeunes reçoivent des conseils à l'entrepreneuriat pendant le suivi-accompagnement par les conseillers.

2.1.2 Composante B : Accès aux services financiers

Les objectifs pour l'exercice 2018 sont : (i) Le dispositif d'appui financier aux projets des jeunes est opérationnel, (ii) Donner l'accès à 500 jeunes au financement/crédits productifs, (iii) Sensibiliser/former 1 083 PIE en éducation financière.

Avec un taux de réalisations physiques de 63,23%, les principales réalisations de la composante sont :

PRINCIPALES REALISATIONS

- 685 jeunes PIE sensibilisés sur les meilleures pratiques des relations d'affaires avec les IFR, soit un cumul de 1 588 de 2015-2018; 569 personnes l'étaient en 2017, 281 en 2016 et 80 en 2015 ;
- 44 personnes des IFR sensibilisées sur les procédures, mécanismes et outils de gestion de partenariat et de financement du PEA-Jeunes ;
- Signature de 11 conventions de partenariat avec les IFR
- 421 kits de démarrage octroyés en 2018, soit un cumul de 730 kits de 2015-2018;
- 47 crédits productifs octroyés en 2018, soit un cumul de 90 de 2015-2018 ;
- 40 personnes formées sur la gestion des risques (20 des IFR, 4 de DID, 10 conseillers de suivi et 6 de PEA-Jeunes)
- Mobilisation de l'assistance technique de DID en 2018, 2017 et 2016.

Effet escompté II : L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré

2.1.2.1 Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante B1 repose sur le Crédit productif. Pour la mise en place du crédit, il était prévu de : (1) identifier, sélectionner et sensibiliser les IFR partenaires et (2) financer les Très Petites Entreprises en création et les Petites Entreprises en développement.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Identifier, sélectionner et sensibiliser les IFR partenaires

Une réunion de sensibilisation a été organisée avec des IFR du modèle Mutuelle Communautaire de Croissance(MC²). 03 IFR du modèle MC² ont été sélectionnées pour accompagner le financement des jeunes PIE en 2018.

L'activité est exécutée à 100%.

2. Financer les Très Petites Entreprises en création et les Petites Entreprises en développement

En 2016, 1 crédit (01 femme) était octroyé. En 2017, le Programme a eu à refinancer 53 crédits productifs (32 hommes et 21 femmes), ce qui portait à 54 le nombre de crédits (32 hommes et 18 femmes) déjà octroyés au 31/12/2017. De janvier à décembre 2018, 47 (28 hommes et 19 femmes) crédits ont été accordés pour un montant total de **79 545 229** FCFA. Depuis le début du Programme, un cumul de 90 jeunes entrepreneurs agropastoraux ont effectivement eu accès aux crédits productifs octroyés par les IFR., pour un cumul de **123 887 387** F CFA de 2015 à 2018.

Tableau 18 : Entreprises financées par les IFR

Année	Bénéficiaires de crédits		
	H	F	Total
2016	0	1	1
2017	26	16	42
2018	28	19	47
Total	56	35	90

La répartition des crédits dans les 04 URAC se présente comme suit :

Tableau 19 : Entreprises financées par les IFR par régions

URAC	Bénéficiaires de crédits		
	H	F	Total
Centre	19	8	26
Sud	18	7	25
Littoral	15	8	23
Nord-Ouest	4	12	16
Total	56	35	90

Parmi, les 80 crédits, nous avons 88 aux entreprises en démarrage, répartis comme suit de la période 2015-2018.

Tableau 20 : Entreprises en démarrage financées par le PEA-Jeunes

Années	Crédits IFR aux entreprises en démarrage (2015-2018)		
	H	F	T
2015	0	0	0
2016	0	1	1
2017	26	15	41
2018	27	19	46
Total général	53	35	88

Deux crédits en développement ont été octroyés sur la période 2015-2018.

Tableau 21 : Entreprises en développement financées par le PEA-Jeunes

Années	Crédits IFR aux entreprises en démarrage (2015-2018)		
	H	F	T
2015	0	0	0
2016	0	0	0
2017	1	0	1
2018	1	0	1
Total général	2	0	2

La situation cumulée des financements (apport personnels, kits et crédits productifs) est donnée dans le tableau suivant :

Tableau 22 : Tableau synoptique des financements des PIE en 2018 (au 31/12/2018) par région

REGIONS	APPORT PROMOTEUR	KIT DE DEMARRAGE	CREDIT PRODUCTIF	TOTAL
CENTRE	88 325 211	363 805 275	23 243 369	475 373 855
SUD	27 864 837	145 373 991	42 053 296	215 292 124,0
LITTORAL	32 131 028	96 269 373	31 559 612	159 960 013,0
NORD-OUEST	43 706 143	145 199 725	27 031 110	215 936 978,0
TOTAL	192 027 219	750 648 364	123 887 387	1 066 562 970

L'objectif 2018 était de financer 500 PIE en crédits productifs. 47 crédits ont effectivement octroyés, ce qui correspond à une performance de 9,4% par rapport à l'objectif 2018. Par rapport à la cible visée en 2021 (3 528), 90 crédits cumulés donne une performance du programme est de 2,55% au 31/12/2018. Cependant, il est important de signaler que ces faibles taux enregistrés dans l'octroi des crédits productifs sont en partie liés à la non institutionnalisation du Fonds de facilitation jusqu'à date, ce qui constitue le principal dispositif de refinancement des IFR. Face à cette difficulté, un mécanisme de refinancement alternatif des IFR est en cours de finalisation avec l'accompagnement du FIDA et de l'assistante technique de DID. L'opérationnalisation très prochaine de ce mécanisme va permettre d'améliorer significativement cet appui.

Le taux de réalisation de l'activité est de 9,4%.

c) Taux d'exécution physique

Au 31/12/2018, le taux d'exécution physique des activités de la sous-composante B1 est de 54,70%.

2.1.2.2 Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services

L'appui à la consolidation et à la pérennisation du fonds de facilitation, le renforcement des capacités des IFR en crédit rural et le renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques liés à la demande constituent la stratégie de la sous-composante B2.

a) Activités prévues

Pour ce qui est de l'appui à la consolidation et à la pérennisation du fonds de facilitation, il était prévu (1) d'assurer l'assistance Technique DID et son fonctionnement. Le renforcement des capacités des IFR en crédit rural et le renforcement de l'autorégulation consistait à (2) former les IFR partenaires sur le Manuel des Procédures et les outils de gestion de partenariat avec le PEA-Jeunes. Le renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques visait à (3) organiser des campagnes de sensibilisation et de promotion en direction des PIE, et (4) former le personnel des IFR sur la gestion des risques.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Assistance Technique à DID et son fonctionnement

Cette assistance technique au PEA-Jeunes se fait sous la base d'un contrat annuel de Performance et d'assistance technique du DID signé le 30/10/2015 par les deux parties, renouvelable par reconduction pour une durée de trois ans et sur la base d'une évaluation jugée satisfaisante, soutendus par une proposition technique et financière détaillée sur une période de 03 ans.

En 2018, l'assistance technique a permis de :

En 2017, l'assistance technique a permis :

- Mise à jour des manuels des procédures de financement des jeunes PIE ;
- Adaptation de nouveaux contrats avec les IFR ;
- L'appui à l'analyse de 532 plans d'affaires ;
- Coaching des structures d'incubation sur l'élaboration des plans d'affaires ;
- Conduite de l'étude sur les mécanismes de couverture des risques de crédits des IFR aux jeunes PIE,
- test de fonctionnalité du logiciel de suivi des financements (Eloge Bank) ;
- participation à deux séminaires : celui regroupant les DG des IFR et les points focaux en Mars 2017, et celui consacré à la formation des chefs d'agence des IFR en juillet 2017 ;

Cette assistance technique DID s'était poursuivie et avait permis en 2016 :

- Développement du Manuel de politiques et modalités de subvention et de refinancement.
- Analyse de 80 plans d'affaires d'une première cohorte de jeunes.
- Recrutement et la mobilisation d'IFR dans les quatre régions cibles.
- Sessions d'information et de formation avec l'équipe du PEA-Jeunes et des IFR sur le processus pilote.
- Accompagnement les IFR dans l'octroi des subventions aux Jeunes.

Toutefois, l'activité est exécutée à 60%.

2. Former les IFR partenaires sur le Manuel des Procédures et les outils de gestion de partenariat avec le PEA-Jeunes

L'objectif annuel était d'organiser 02 sessions de formation avec 25 participants. Une formation a été organisée en mars 2018 à Yaoundé à l'intention de 11 institutions du modèle MC² et a vu la participation de 15 personnes dont 10 hommes et 05 femmes, sur les procédures du PEA-Jeunes et les outils de gestion du Partenariat. Une autre session de formation des IFR a été organisée à Douala en Septembre à l'intention de 19 participants dont 15 hommes et 04 femmes, venues des institutions de financement rurales et partenaires du PEA-Jeunes du Littoral, notamment la MC2, ACEP, La REGIONALE, RIC, UNICS. Ces sessions ont permis une meilleure connaissance du PEA-Jeunes et son mode d'intervention, l'appropriation des outils et mécanismes de financement.

L'activité est réalisée à 100%.

3. Organiser des campagnes de sensibilisation et de promotion en direction des PIE

Les activités de promotion et de sensibilisation en direction de PIE se poursuivent dans les bassins de production et particulièrement dans les structures d'incubation durant le renforcement des capacités des PIE. Des missions de sensibilisation et de promotion en direction des PIE de la 1ère, de la 2ème et 3ème vague de la cohorte 5 ont été organisées et ont permis au programme d'aller au contact des jeunes et de les sensibiliser sur le fonctionnement des IFR, les meilleures pratiques en matière de relation avec les institutions financière. Huit (08) IFR partenaires ont participé à ces ateliers organisés dans chaque structure d'incubation partenaire. 643 jeunes PIE ont ainsi été sensibilisés de janvier à novembre 2018. L'activité est exécutée à 100%.

4. Former le personnel des IFR sur la gestion des risques

L'activité n'est pas pu être réalisée en 2018. Les termes de références sont disponibles.

c) Taux d'exécution physique

Au 31/12/2018, le taux de réalisation physique des activités techniques de la sous-composante B2 est de 67,50%.

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante B au 20/11/2018 est de 63,23%, détaillé comme suit :

Tableau 23 : Détail du taux d'exécution physique de la composante B

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises	54,70%
Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services	67,50%
composante B : Accès aux services financiers	63,23%

2.1.2.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés II au 31/12/2018

Le produit de la composante B s'intitule :

Produit 2.1 : Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place

Le niveau de réalisation des résultats, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1 d'ici le terme du programme, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 24 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2018	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2018
Le dispositif d'appui financier aux projets des jeunes est opérationnel	-conventions avec les IFRS -un guichet de financement des kits est fonctionnel ; -un guichet pour le refinancement est fonctionnel	<p>En 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 03 IFR du modèle MC² ont intégré le dispositif de financement ; 09 IFR participaient déjà au dispositif, ce qui fit un total de 12 IFR en partenariat avec le PEA-Jeunes ; - Des réflexions sont en cours pour refinancer les IFR via une banque privée de notoriété. Ce mécanisme de refinancement des crédits productifs a été discuté au CPMT /FIDA siège et a reçu l'accord de principe pour sa mise en œuvre. <p>En 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les IFR ont été sensibilisés sur le mécanisme de financement du PEA-Jeunes et 09 IFR opérationnels avec le PEA-Jeunes (ACEp, CAP Finance, CECAW, CEPI, La Régionale, People Finance, RANAPROV, RIC et UNICS ; - Les jeunes sont sensibilisés/formés en éducation financière et sont mis en relation d'affaires avec les IFR ; - Des comptes des PIE sont ouverts auprès des IFR et reçoivent des kits du Programme via le guichet de transit ouvert à la Caisse Autonome d'Amortissement ; <p>En 2016 : 11 IFR ont conventionné avec le PEA-Jeunes à travers le dispositif de financement avec le fonds de facilitation. Le guichet de financement des kits a été ouvert à la Caisse Autonome d'Amortissement ; Les PIE ont ouvert des comptes dans les IFR ;</p> <p>Toutefois, le guichet de refinancement des crédits n'est pas opérationnel et un mécanisme de refinancement alternatif est en voie de formalisation</p>
Nombre d'IFR refinancé par PEA-Jeunes	/	RAS
-2 000 / 1 083 PIE sont sensibilisées en éducation financière et 1083 formés en gestion des risques liés à la demande	Nombre de PIE sensibilisés Nombre de personnels des IFR formés	<ul style="list-style-type: none"> - En 2018, 658 jeunes ont été sensibilisées en éducation financière. - En 2017 : 569 PIE ont été sensibilisés en éducation financière, soit un taux de réalisation de 113,80% ; - La formation en gestion des risques de 2017 a touché 30 participants. <p>En 2016, 36 personnes (08 femmes et 25 hommes) ont été formées sur la gestion des risques, soit une performance de 90% ; En 2016 ; 241 jeunes PIE (152 hommes et 89 femmes) ont été sensibilisés en éducation financière.</p>
Les jeunes ont accès au financement/crédits productifs	1 083 kits octroyés 500 crédits	421 kits de démarrage ont été octroyés au 31/12/2018 47 crédits productifs octroyés.

Le niveau de réalisation des résultats 2018, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 2.1 d'ici le terme du programme. Il ressort comme présente le tableau ci-après, les progrès vers le produit 2.1 n'ont pas encore eu de résultats quantifiables.

Tableau 25 : Analyse des indicateurs du produit 2.1

Indicateurs de produit 2.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
04 (quatre) nouveaux produits sont développés	RAS. En lieu et place de l'étude envisagée en 2018, il a été recommandé d'attendre la consolidation des entreprises créées, pour adresser leurs besoins si ils diffèrent de ceux offerts par les produits offerts par les IFR
Le fonds de facilitation du PADMIR pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel	RAS. Le PEA-Jeunes participe au renforcement du Fonds et à son institutionnalisation, qui malheureusement n'a pas n'avancé

En termes de progrès vers l'atteinte de l'effet escompté, le tableau ci-après montre que les résultats et produits 2015, 2016, 2017 et 2018 n'ont pas été significatifs pour faire progresser l'effet escompté II au 31/12/ 2018.

Tableau 26 : Analyse des indicateurs d'effet escompté II

Indicateurs d'effet escompté II (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
6 réseaux d'EMF partenaires s'approprient les segments de marchés ruraux où exercent les entreprises des jeunes	03 réseaux d'IFR s'approprient les segments de marchés ruraux, soit une performance de 50%. Les 11 EMF partenaires du PEA-Jeunes appartiennent à 02 réseaux
Evolution du taux de pénétration rural d'au moins 15%	La valeur de référence (en 2016) du taux de pénétration de la finance rurale est de 2, 41% dans les zones d'intervention du PEA-Jeunes (estimation de l'enquête). Les statistiques officielles l'estimaient à 12% au plan national (COBAC, 2008).
70% des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF	<ul style="list-style-type: none"> ● De 2015-2018, 90 crédits productifs ont été accordés sur les 730 kits, soit un taux de 12, 32% (ce qui est faible par rapport à l'objectif de 70%). ● De janvier à décembre. 2018, 47 crédits productifs sont octroyés sur 421 kits mis en place, soit un taux de 11,16 % qui est faible par rapport à 70% visé en 2018. ● En 2017, 53 PIE sur 259 appuyés ont obtenu des crédits d'IFR, soit un taux de 20,46%, ce qui est très faible par rapport à l'objectif de 70% ● En 2016, 01 projet sur 50 appuyés avait obtenu un crédit productif, soit un taux de 2%.

2.1.3 Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif

Les objectifs 2018 étaient : (i) la cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes élaborée ; (ii) la convention avec BIT opérationnelle, le rapport diagnostic sur l'environnement des affaires notamment pour les TPE et PE est disponible ; (iii) les cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entreprenariat rural sont mis en place.

Avec un taux de réalisations physiques de 73,57%, les principales réalisations de cette composante sont :

PRINCIPALES REALISATIONS 2018 ET ANTERIEURES

- 01 groupe de travail créé pour conduire le diagnostic de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral et porter la politique d'amélioration de l'environnement des affaires pour les TPE et PE dans l'agriculture et l'élevage ;
- l'adaptation de la méthodologie ESSE au secteur agro pastoral est disponible;
- le rapport de collecte des données secondaires et le rapport de l'enquête EESE adaptée au secteur agropastoral sont disponibles;
- le plan d'appui à la normalisation et qualité dans les filières végétales et animales promues par le PEA-Jeunes est validé et en voie de mise en oeuvre;
- formation de 30 personnes (PEA-Jeunes, SIE, Structures de facilitation, etc.) sur la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun et thématiques à capitaliser

Effet escompté III : Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales

2.1.3.1 Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice

La stratégie de la sous composante C1 repose sur les réseaux des jeunes.

a) Activités prévues

Il était prévu de (1) réaliser une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes au niveau des départements ; (2) accompagner les jeunes dans la mise en place du Réseau National des Jeunes Entrepreneurs et (3) élaborer une plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes (Brige Africa). (4)

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Réaliser une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes au niveau des départements

Cette activité a été conduite avec le partenariat du consortium conduit par le cabinet hollandais EODM/ VITO en étroite collaboration avec l'unité suivi-évaluation du projet. Suite à l'élaboration des termes de référence devant encadrer ce partenariat, une formation a été organisée au bénéfice des cadres du Programme (juin 2018) et des conseillers principaux de suivi-accompagnement des SIE sur l'utilisation d'un module numérique de géo-référencement (KoboToolBox).

La duplication de cette formation à l'intention des conseillers de suivi-accompagnement sur l'utilisation de ce module a eu lieu en juillet 2018. La collecte des données géo-référencées s'est déroulée du mois d'août à date (activité continue avec l'installation des jeunes). La situation au 30 octobre a permis d'élaborer une première cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes. Cette carte est disponible à l'unité S&E et est inséré dans le rapport d'activité du PEA-Jeunes.

Dans le cadre du partenariat avec EODM, il est prévu un atelier de renforcement des capacités du personnel du Programme sur l'utilisation des outils de cartographie et l'élaboration des cartes thématiques. Cet atelier va permettre un transfert de technologie à l'équipe du projet.

L'activité est exécutée à 100%.

2. Accompagner les jeunes dans la mise en place du Réseau National des Jeunes Entrepreneurs

Après l'obtention de l'ANO, un consultant a été recruté pour accompagner le processus. Ce dernier a élaboré une note méthodologique qui tient lieu de rapport de démarrage et le cahier de charge des animateurs de terrains sont en cours de préparation. Un atelier d'encadrement méthodologique a été organisé et les SIE contractualisés pour cette activité à l'effet de partager la démarche avec le comité restreint des jeunes et les conseillers principaux chargés du suivi accompagnement. Des réunions se poursuivent à tous les niveaux pour préparer les textes de base, les outils de communication et le plan

d'action triennal du réseau. L'assemblée générale est prévue pour la fin Janvier. L'activité est exécutée à 30%.

3. *Elaborer une plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes (Brige Africa)*

Une convention a été élaborée et signée entre le PEA-Jeunes et le prestataire Bridge Africa sous la base d'une offre technique et financière et l'ANO du FIDA. Une note méthodologique a été élaborée et a permis de signer un premier contrat de performance. Bridge Africa a commencé le design du site et de la plateforme.

L'activité est exécutée à 30%.

c) Taux d'exécution physique

Au 31/12/2018, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante C1 est de 53,33%.

2.1.3.2 Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral

La Sous-composante C2 reposait sur la formulation, revue et mise en œuvre des politiques et programmes nationaux et sur la mise en place des cadres de concertation pour l'amélioration de l'environnement politique.

a) Activités prévues

Pour ce qui est de la formulation, revue et mise en œuvre des politiques, il fallait (1) réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE. La mise en place des cadres de concertation pour l'amélioration de l'environnement politique prévoyait de (2) mettre en place des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural ; (3) organiser la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun avec PROCASUR et (4) organiser et faire participer des PIE du Programme au sommet international sur l'entrepreneuriat de Yaoundé prévu entre les mois de septembre à décembre 2018. (5) mise en place d'un dispositif national de normalisation ; d'attestation et d'agrément pour les produits agroalimentaires et les intrants.

a) Activités réalisées et résultats atteints

1. Réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE

La méthodologie EESE (Enabling Environment for Sustainable Enterprise) est celle adoptée à cet effet. Un atelier de sensibilisation des acteurs avait été organisé à Douala en 2017. Sous l'impulsion du projet, la maîtrise d'ouvrage conjointe a créé le groupe technique de travail en mars 2018 (avec constatation de leurs membres) par décision conjointe n00543/DC/MINADER-MINEPIA/CAB/2018 du 09 août 2018, chargé de piloter l'évaluation de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral ainsi que la formulation du plan d'action national de développement des petites et moyennes entreprises dans le secteur agropastoral.

Avec l'appui du BIT, la méthodologie EESE (Enabling Environment for Sustainable Enterprise, méthodologie adoptée pour le travail) au secteur agropastoral, y compris les questionnaires EESE employeurs et travailleurs, ont été adaptés et validés. La collecte des données secondaires est réalisée et validée. Le rapport d'enquête EESE adaptée au secteur agropastoral du Cameroun est disponible (905 entreprises et 200 travailleurs enquêtés). Ce qui permettra en début 2019 de rédiger le rapport d'évaluation EESE adapté au secteur agropastoral duquel en découlera la formulation du plan de réformes, ensuite de procéder à leur validation au premier trimestre 2019.

Cette activité est réalisée à 65%.

2. mettre en place des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural

Cette activité est menée dans le cadre de l'assistance technique avec BIT. Les termes de références relatives à l'identification des instances de dialogue nationales influençant l'entrepreneuriat des jeunes sont validés. Le consultant a été recruté et l'activité a démarré. Le rapport provisoire est disponible. L'activité est exécutée à 90%.

3. *Organiser la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun avec PROCASUR*

Une note conceptuelle a été élaborée et un atelier organisé en février par une équipe PROCASUR. Un atelier a permis la formation du personnel du Programme et ses partenaires en capitalisation des expériences. Une mission de terrain par les consultants PROCASUR au Cameroun, a permis d'identifier des cas d'expérience qui ont été capitalisées. L'activité est réalisée à 100%.

4. *Organiser et faire participer des PIE à l'atelier international PROCASUR sur l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique.*

La note conceptuelle est élaborée et l'atelier initialement prévu en juin, a été reporté à novembre 2018 puis définitivement arrêté pour se tenir du 27 février au 03 mars 2019, en raison des contraintes de calendrier de certaines hautes personnalités. Activité non évaluée.

5. *Elaborer un plan national d'appui à la normalisation pour les produits agroalimentaires et les intrants.*

A cette fin, le plan d'appui à la normalisation et qualité dans les filières végétales et animales promues par le PEA-Jeunes a été élaboré et validé suite à l'atelier organisé à cet effet en mai 2018. Comme prévu, le projet a diffusé le Plan auprès de tous les acteurs mentionnés dans son cadre de mise en œuvre. Les activités du Plan à résultats rapides sont identifiées et seront mise en œuvre avec l'appui de l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR) et le COLEACP de l'Union Européenne. L'activité réalisé à 100%.

d) Taux d'exécution physiques

Au 31/12/2018, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante C2 est de 88,75%.

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante C au 31/12/2018 est de 73,57 %, détaillé comme suit :

Tableau 27 : Détail du taux d'exécution physique de la composante C

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice	53,33%
Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral	88,75%
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	73,57%

Produit 3.1 : Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entrepreneuriat agro pastoral est établi

Aucun résultat n'est encore atteint, à cause du fait qu'il fallait déjà avoir les premiers jeunes entrepreneurs agropastoraux installés ou développés.

Tableau 28 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2018	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2018
Une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes est élaborée	Nbre de cartographie disponible	<ul style="list-style-type: none"> ● 01 Cartographie des entreprises est élaborée. ● 53 personnels du projet et des conseillers de suivi-accompagnement des jeunes PIE formés en géo-référencement.

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2018	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2018
La convention avec BIT est opérationnelle	Les produits obtenus de la convention	Convention en cours de mise en œuvre. Des produits de mise en œuvre sont enregistrés progressivement
04 réseaux des jeunes entrepreneurs sont mis en place au niveau régional	4 réseaux régionaux	RAS
Nombre de réseau des jeunes entrepreneurs mis en place au niveau national	1 réseau national mis en place	RAS
Les capacités du réseau national des jeunes sont renforcées		RAS
Les cadres de concertation pour le dialogue politique, institutionnel et pour la finalisation du document politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastorales sont opérationnels	/	01 groupe de travail créé par décision conjointe N00543/DC/MINADER-MINEPIA/CAB/2018 du 09 août 2018 pour l'encadrement du travail.
Stratégie de prise en compte des aspects qualité d'accompagnement des jeunes opérationnelle		RAS
Les cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural sont opérationnels		RAS
Le document de politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastoral finalisé		RAS
La plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes et des jeunes entrepreneurs opérationnelle		La plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes est construite et opérationnelle.

Il découle de ce qui précède que les progrès vers la réalisation du produit 3.1. n'est pas encore visible, comme présente le tableau suivant :

Tableau 29 : Analyse des indicateurs de produits 3.1

Indicateurs de produit 3.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
1 réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	RAS
Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	RAS

Produit 3.2 : Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs et l'environnement des affaires amélioré

Tableau 30 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018

Résultats intermédiaires 2018	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2018
Un rapport d'étude diagnostique sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE est disponible ;	Nbre de rapport d'étude élaboré	Etude pas encore achevée
Des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural sont mis en place.	Nbre de cadre de concertation mis en place	Cadres de concertation pas encore existants

Les expériences en entrepreneuriat rural jeunes sont capitalisées et un forum international jeune organisé	Nbre d'expériences capitalisées	RAS. Le personnel du PEA-Jeunes a été formé sur la capitalisation. Des expériences à capitaliser ont été identifiées et certaines capitalisées
--	---------------------------------	---

Aucun résultat n'est encore atteint au 31 décembre 2018.

Tableau 31 : Analyse des indicateurs du produit 3.2

Indicateurs de produit 3.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
la politique sur le développement des entreprises agropastorale est formulée et adoptée (BIT)	RAS
L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promotrices (RAS

Nous déduisons de l'analyse qui précède qu'aucun progrès n'a été finalisé au 31/12/2018 pour la réalisation de l'effet escompté III, comme montre le tableau suivant.

Tableau 32 : Analyse des indicateurs d'effet escompte III au 31/12/2018

Indicateurs d'effet III (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
Au moins 50% des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	RAS

2.1.4 Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des connaissances

•La composante D avait comme objectifs: (i) le système de Suivi-évaluation est fonctionnel; (ii) la gestion financière est saine et produit des rapports adéquats ; (iii) les capacités du personnel du Programme/maitrise d'ouvrage sont renforcées dans les domaines d'intérêt ; (v) la coordination de la CNCG et des URAC est assurée ; (vi) une étude sur les effets du programme est réalisée ; (vii) une étude complémentaire de référence de la composante B réalisée ; (viii) les résultats de l'évaluation des programmes pays du FIDA, FAO et PAM sont présentés ; (ix) la revue à mi-parcours du programme est réalisée ; (x) la stratégie de communication institutionnelle (gadgets de communication) est opérationnelle ; (xi) la stratégie de gestion des savoirs est élaborée ; (xii) la capitalisation et diffusion des bonnes pratiques et success stories est effective.

Avec un taux d'exécution physique de 90,00%, les principales réalisations de la composante D sont :

PRINCIPALES REALISATIONS 2018 ET ANTERIEURES

•En 2018

- Développement d'un système de gestion de des bases de données (SGBD) et personnel programme et partenaires de mise en oeuvre formés sur ses outils d'alimentation et sur son utilisation ;
- tracabilité des jeunes dans le processus d'incubation en 2018, 2017 et 2016 en cours de réalisation ;
- 53 personnels du projet et des conseillers de suivi-accompagnement des jeunes PIE formés en géo-référencement ;
- 16 cadres du Programme et 28 conseillers de Suivi-accompagnement formés sur un module de géoreférencement (prise de coordonnées GPS) en vue de la cartographie des entreprises ;
- 01 Cartographie des entreprises est élaborée ;
- Re-paramétrage de l'application Ruche de S&E (mai 2018) et données mises à jour ;
- Outils de suivi-évaluation révisés pour prendre en compte les dimensions genre du Programme , finalisés et acteurs de la chaîne formés sur leur utilisation ;
- Révision du manuel de procédures administratives, financières et comptables ;
- Réalisation de l'audit des comptes 2017 ;
- 11 DRF/DPD produits, acceptés et payés

•En 2015, 2016 et 2017 :

- URAC et CRV créés, fonctionnels et opérationnels ;
- Elaboration des différents manuels: procédures administratives comptables et financières, suivi-évaluation
- élaboration d'une application dynamique de S&E à accès en ligne ;
- études de référence: SYGRI, socio-économiques et définition des valeurs de références de tous les indicateurs;
- outils de S&E élaborés, validés et personnels formés sur son utilisation ;
- Personnel et acteurs de la chaîne de S&E formés sur l'utilisation de l'application informatique de S&E ;
- Réalisation de l'audit des comptes 2016 et 2015.

2.1.4.1 Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante D1 reposait sur les équipements et matériel, l'orientation et Pilotage du Programme, les études/Formations, les missions et voyages d'échanges, les salaires et Indemnités de la CNCG et enfin le fonctionnement de la CNCG.

Pour ce qui est de la dotation en équipements et matériel, il fallait (1) acquérir d'autres matériels et équipements de la CNCG. L'orientation et Pilotage du Programme visait à (2) organiser les sessions du Comité de Pilotage, (3) appui institutionnel, (4) tenir les réunions trimestrielles/semestrielles et les réunions avec les partenaires et (5) organiser l'atelier de planification du PTBA. Les études/Formations prévoyaient de (6) renforcer les capacités du personnel du Programme , (7) mener les missions de suivi FIDA/Gouvernement, (8) réaliser l'audit annuel des comptes et des états financiers 2017 du Programme, (9) Mener les activités de suivi-évaluation, (10) assurer la maintenance du logiciel TOM2PRO, (11) élaborer la stratégie de gestion des savoirs, capitaliser et diffuser les effets du programme, (12) Réaliser une enquête de référence complémentaire de la composante B ; (13) mener l'étude des effets du Programme sur ses bénéficiaires, (14) organiser la Revue à mi-parcours du Programme, (15) organiser l'évaluation / revue des partenariats avec le PEA-Jeunes, (16) organiser l'atelier conjoint de présentation des résultats de l'évaluation des programmes pays du FIDA, FAO et PAM.

Les missions et voyages d'échanges portaient sur (17) réaliser des missions conjointes de supervision CNCG et la tutelle, (18) réaliser des missions conjointes sur le terrain par l'équipe de coordination et (19) participer au Forum annuel du FIDA.

Les activités de salaires et Indemnités de la CNCG consistaient au traitement salarial du personnel. Le Fonctionnement CNCG portait sur (20) *Souscrire une police d'Assurance Maladie à tout le personnel du Programme*, (21) participer aux Evénements majeurs, (22) organiser la revue du portefeuille Cameroun FIDA, (23) les frais de traduction des documents et (24) mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle (gadgets de communication).

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Acquérir des ordinateurs et Acquérir d'autres matériels et équipements

Le Programme a acquis cinq (05) ordinateurs pour les personnels suivants : RSE, CE2 URAC Sud, CE2 URAC Centre, AAF CNCG et AAF Centre. Egalement différents matériels et équipements ont été acquis, notamment, des vidéoprojecteurs (05), écran de projection (05). Des disques durs externes pour la sauvegarde des données des différents personnels (03) sont également acquis. L'activité est exécutée à 100%.

2. Organiser les sessions du Comité de Pilotage

Une session de comité de pilotage a été organisée le 15 janvier 2018 et a permis de rendre compte à travers un rapport, du bilan d'exécution des activités de 2017, et de présenter le plan de travail pour 2018. L'activité est exécutée à 100%.

3. Appui institutionnel

Des appuis ont été effectifs en 2018. L'activité est réalisée à 100%.

4. Tenir les réunions trimestrielles/semestrielles et les réunions avec les partenaires

Trois réunions ont eu lieu de manière rotative. La première réunion trimestrielle a eu lieu en avril 2018 à l'URAC Littoral. La seconde s'est tenue en fin juillet 2018 à la CNCG du PEA-Jeunes. La 3^{ème} a eu lieu à Nkolandom (URAC Sud) et a en outre servi de cadre pour des réflexions critiques sur la mise en œuvre du PEA-Jeunes. L'activité est réalisée à 100%.

5. Atelier de planification des activités pour l'année 2019

L'atelier d'élaboration du PTBA a été organisé la semaine du 17 au 24 novembre 2018. Le draft zéro du PTBA est élaboré. L'activité est exécutée à 100%.

6. Renforcer les capacités du personnel du Programme

En 2018, 05 personnes (04 femme et 01 hommes) ont été renforcées dans leurs capacités en « *Maîtrise des outils modernes du digital pour l'amélioration de la fonction d'assistant de direction* ». L'activité est réalisée à 75%.

7. Organiser une mission de suivi FIDA/Gouvernement

Cette activité démarre le 26 novembre et est couplée à la revue à mi-parcours du PEA-Jeunes. Activité réalisée à 100%.

8. Réaliser l'audit annuel des comptes et des états financiers du Programme

L'audit des comptes 2017 du Programme a eu lieu et a été conduit par un cabinet indépendant. Le rapport a été transmis au FIDA dans les délais mandataires. L'activité est réalisée à 100%.

9. Mener les activités de suivi-évaluation

Un atelier d'induction et de démarrage des activités de l'année 2018 a été organisé du 10 au 14 janvier 2018. Il a permis de partager les résultats 2017 du Programme, de s'assurer une compréhension commune de l'Aide-Mémoire et des recommandations de la dernière mission de supervision et de procéder à un réajustement du PTBA 2018. Un chronogramme des activités de 2018 a été élaboré.

Une mission de re-paramétrage de l'application de S&E par le consultant architecte du système RUCHE, a eu lieu en mai 2018. Les différentes liaisons et programmations ont été effectuées et la mise à jour des données de 2015, 2016, 2017 et 2018 s'est poursuivie tout au long de l'année. Toutefois, il existe encore des limites, notamment dans la génération automatique des rapports SYGRI, le tableau des bénéficiaires, le suivi du cadre de mesure de rendement, et d'autres besoins en informations résultant d'une meilleure modélisation de la mise en œuvre du PEA-Jeunes par l'unité de S&E.

La construction de la base de données (amorcée en 2017) s'est poursuivie et les données du processus d'incubation des jeunes ont été collectées. Le traitement de ces données est effectif (exception de la région du Sud et des données de suivi-accompagnement des 04 régions), et celles-ci ont été importées dans la base de données sous Access. La Base de données sous Access ainsi que ses outils d'alimentation sont construits, testés et opérationnels. Le niveau suivi-accompagnement reste à améliorer et le personnel y dédié sera formé pour une prise en main totale dès janvier 2019. Toutefois, cette base reste perfectible.

Suite au Forum annuel des projets FIDA de 2018, le PEA-Jeunes a noué (avec la facilitation du Bureau Pays FIDA au Cameroun et dans le cadre du don FIDA siège) et dynamisé le partenariat avec le consortium de cabinets conduit par le hollandais EODM. Un mandat précis lu a été convié et a abouti à la formation à Yaoundé (25 et 26 juin) de 16 cadres du programme et conseillers principaux de suivi-accompagnement sur l'outil (KoboToolBox) et le protocole de de collecte et traitement des coordonnées GPS des entreprises agropastorales promues par le PEA-Jeunes (géo-référencement). Ensuite, l'unité S&E a dupliqué cette formation à 27 conseillers de suivi-accompagnement des jeunes PIE, qui ont ensuite commencé la collecte des données GPS des jeunes entreprises agropastorales. La collecte de données s'est poursuivie de manière continue et au fur et à mesure de l'implantation de chaque entreprise, afin de géo-référencer et pouvoir visualiser les entreprises créées.

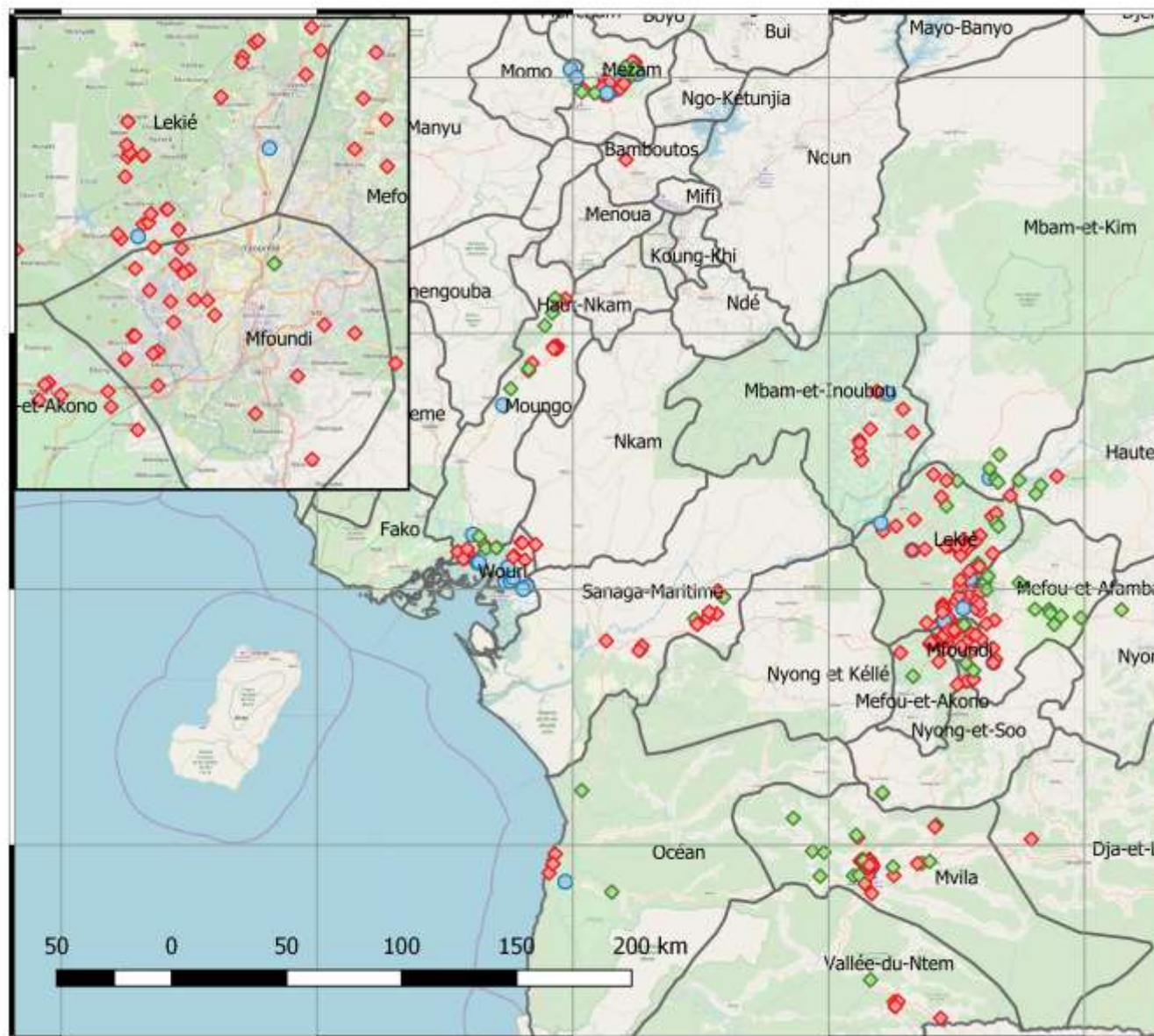
Cette collecte des données GPS a permis à partir des données au 31 octobre 2018, d'élaborer une cartographie des entreprises agricoles des jeunes promus par le PEA-Jeunes (Cf. Fig.1 cidessous).

Toujours dans le cadre du don FIDA avec EODM, une formation sur les outils de cartographie (QGIS, ArcGIS, Google Earth/maps, etc.) est envisagée pour début janvier 2019. Elle permettra au personnel du PEA-Jeunes et des conseillers principaux de suivi-accompagnement de développer des capacités et d'élaborer par région les différentes cartes des entreprises et autres opérateurs d'intérêt accompagnant les jeunes entrepreneurs.

Enfin, la production des différents rapports et documents mandataires ont été élaborés en 2018 et soumis dans les délais et les sessions statutaires de comité de pilotage animées par l'unité S&E. Les recommandations de la 3^{ème} mission de supervision sont régulièrement été suivies par l'unité S&E qui veille à leur et implémentation. Le taux de réalisation est régulièrement mesuré et transmis au FIDA.

L'activité est exécutée à 95%.

Figure 1 : Cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes (au 31/10/2018)



Légende

PEA-Jeunes entreprises Secteur:

- ◆ Animale
- Metiers connexes
- ◆ Vegetale
- Département



10. Assurer la maintenance du logiciel TOM2PRO

La maintenance du logiciel Tom²Pro a régulièrement eu lieu. Le logiciel est maintenu sur une base trimestrielle. L'activité est réalisée à 100%.

11. Elaborer la stratégie de gestion des savoirs, capitaliser et diffuser les effets du programme

Cette activité n'a pas encore démarré. Les termes de références sont disponibles et l'ANO du FIDA accordé pour la contractualisation avec un consultant à cet effet. L'activité est exécutée à 25%.

12. Réaliser une enquête de référence complémentaire de la composante B

Après élaboration des termes de référence, un consultant a été sélectionné sur la base des propositions technique et financière. Afin de maintenir le coût de l'étude à un niveau raisonnable et permettre une meilleure intégration, le programme a jugé économique de s'appuyer sur les conseillers de suivi-accompagnement pour la conduite des enquêtes de l'étude auprès des IFR (dans les bassins de production où résident ces conseillers). Ainsi après le recrutement des conseillers de suivi-accompagnement et prise en main de leur portefeuille de PIE dans les bassins, ces derniers ont participé le 14 septembre à l'atelier de formation sur les outils, le questionnaire et sur la démarche méthodologique de terrain. Les données ont été collectées auprès des IFR. Le consultant et son spécialiste IT ont procédé à l'analyse des données par bassin, région et sur le plan national. Le rapport final est disponible. L'activité est réalisée à 100%.

13. Organiser la Revue à mi-parcours du Programme

Cette activité s'est déroulée du 26 novembre au 13 décembre. En prélude à cette mission, plusieurs activités ont été conduites sous la houlette d'un consultant qui a accompagné le PEA-Jeunes dans la préparation d'un rapport bilan de mise en œuvre, et, conduire une étude sommaire sur les effets du programme sur sa cible. Il est ressorti de cette revue des constats, réorientations de l'approche de mise en œuvre et des recommandations pour la période post revue. L'activité est réalisée à 100%.

14. Organiser l'évaluation / revue des partenariats avec le PEA-Jeunes

Les partenariats stratégiques et opérationnels du PEA-Jeunes sont été effectivement évalués. Une évaluation à mi-parcours des activités menées avec l'assistance technique du BIT est effective. De même l'assistance du DID est évaluée et des orientations formulées pour la suite. Pour ce qui est des partenaires opérationnels, les conventions et contrats annuels de performance avec les structures de facilitation ont été évalués avant renouvellement des contrats pour 2019. Il en est de même avec toutes les structures d'incubation qui ont été évalués avant renouvellement de leurs contrats de performance avec le PEA-Jeunes. L'activité est exécutée à 100%.

15. Organiser l'atelier conjoint de présentation des résultats de l'évaluation des programmes pays du FIDA, FAO et PAM

L'atelier de restitution de l'étude a eu lieu au Cameroun (Hilton Hotel de Yaoundé) du 1er au 02 février 2018, avec la participation du Gouvernement conduit par le MINADER, les agences du système des Nations unies (PNUD, FIDA, FAO, PAM), les administrations et invités divers. L'activité est exécutée à 100%.

16. Participer au Forum annuel du FIDA

Le 10^{ème} forum régional des projets FIDA d'Afrique de l'Ouest et du Centre, tenu à Nouakchott en République islamique de Mauritanie du 08 au 12 avril 2018, a connu la participation de plus de 30 pays dont 23 dans les deux sous-régions d'Afrique. Le Président du FIDA a honoré l'évènement par sa présence de bout en bout aux travaux dudit forum. La délégation camerounaise, forte de 03 projets et de 02 organisations de producteurs, était constituée de 08 personnes dont 03 personnels du PEA-Jeunes (CN, RSE, SDE). Le PEA-Jeunes a pris activement part à chacune des séquences du forum. Les résultats visés par le forum et particulièrement de la participation du PEA-Jeunes ont été atteints.

Une plus-value a été la collaboration fructueuse entre le PEA-Jeunes et d'autres partenaires invités et participants au forum, notamment avec les fonds ASAP, le cabinet EODM/VITO, l'institution CTA, le partenariat avec 2iE et, les organisations de producteurs au niveau national (PLANOPAC et SNOB-CAM). Il est également ressorti que le SYGRI a évolué et devient le Système de Mesure des Résultats Opérationnels (SMRO) et entre en vigueur depuis avril 2017 (approbation du Conseil d'Administration). LE PEA-Jeunes a travaillé à la mise à jour de son rapport SYGRI sous le nouveau format. Enfin, il est ressorti de ce forum que la Méthodologie EAR –Evaluation rapide des effets-expérimentée par le FIDA, région Asie-Pacifique, est recommandée dans les projets FIDA pour la conduite des enquêtes d'effets, en lieu et place du SYGRI. L'activité est réalisée à 100%.

17. Réaliser des missions conjointes de supervision CNCG et la tutelle

La maîtrise d'ouvrage conjointe (MINADER, MINEPIA) et le MINEPAT a participé au côté du PEA-Jeunes aux activités de suivi et de supervision du processus d'incubation suivant le modèle PEA-Jeunes dans les régions d'intervention. Cette activité est réalisée à 100%.

18. Réaliser les missions du personnel, chauffeurs et achat de carburant

Des missions du personnels et en particulier du service financier sont menées dans les URAC et dans les différentes structures d'incubation ou de facilitation pour évaluer, analyser les pièces justificatives, assurer un renforcement des capacités pour une amélioration dans la remontée des liasses de justificatifs.

Les chauffeurs facilitent le déploiement du personnel dans l'accomplissement de leur mission sur le terrain.

Le carburant est régulièrement acheté pour les activités du Programme. Un suivi rigoureux y est accordé, notamment pour ce qui est des pièces justificatives des achats de carburant et de son utilisation.

19. Souscription d'une police d'Assurance Maladie à tout le personnel du Programme

Le personnel du PEA-Jeunes dispose d'une couverture sociale qui expire en décembre 2018. Le processus est enclenché afin de recruter un nouvel assureur au terme de cette expiration du contrat avec le prestataire NSIA. L'ANO du FIDA sur les propositions techniques est donné. Il reste à procéder à l'ouverture des offres financières et la solliciter l'avis définitif du FIDA. Cette activité est réalisée à 95%.

20. Appuyer le fonctionnement de la Commission Spéciale de Passation des marchés

Les sessions de la Commission se sont tenues de manière régulière en 2018.

21. Participer aux évènements majeurs

Le programme a été sollicité pour prendre part à plusieurs évènements organisés majoritairement par les institutions étatiques (MINADER, MINEPIA, MINJEC, MINPROFF etc.). La participation s'est faite aussi bien au niveau central qu'au niveau régional. Il s'est agi principalement des foires expositions et des commémorations des journées internationales. Ces rencontres publiques constituent une opportunité de visibilité pour le programme, mais davantage d'information et de sensibilisation de tous les acteurs intéressés par les appuis du programme.

Les facilitateurs sont systématiquement associés lorsque l'activité se déroule dans leurs bassins d'animation pour venir sensibiliser et identifier les jeunes. Les spécialistes du programme prennent généralement part aux différents panels de ces foras pour partager l'expérience du programme qui généralement accroche. De plus en plus, le programme fait place aux jeunes bénéficiaires en activité pour présenter au public les fruits de leurs entreprises. L'on relève que ces rencontres leur permettent de vendre leurs produits et de nouer de nouveaux contacts avec les potentiels clients.

L'activité est réalisée à 95%.

22. Revue du portefeuille Cameroun FIDA

Cette activité est conduite par le FIDA et n'a pas eu lieu en 2018. RAS.

23. Frais de traduction des documents

Des documents du processus de mise en œuvre du programme ont été traduits du français à l'anglais, de même que les différentes productions à diffuser dans les régions d'expression anglaise.

24. Produire des supports de capitalisation des résultats du programme (rapport annuel, etc.)

Les thématiques devant donner des contenus ont été définies dans le cadre d'un atelier réalisé avec l'appui de PROCASSUR. Des ateliers d'écriture et des visites de terrain ont été faits avec Procassur pour produire une brochure intitulée : la formation agro-entrepreneur pour l'insertion des jeunes en milieu rural : Cas de l'IAO d'Obala. La dite brochure fera l'objet de partage à l'occasion du sommet international des jeunes. Cette activité est réalisée à 85%.

1. Production des outils de communication institutionnelle (gadgets de communication)

Le PEA-Jeunes a désormais un pagne à ses effigies. Le marché pour la production des outils tels les agendas, les calendriers, les blocs notes, les T-Shirts, parapluies, stylos, polos, sacs, casquettes etc. est en cours d'exécution par BETA PRINT.

25. Mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle (gadgets de communication)

Des outils imprimés sont régulièrement diversifiés selon les cibles. Les médias numériques sont aussi mis à contribution avec l'information actualisée. La communication en cette 4^{ème} année de mise en œuvre, est davantage orientée sur la communication des résultats. De toutes ces activités de communication, nous notons particulièrement que les exemples de réussite promus dans le cadre des émissions radio et télé, suscite un engouement croissant chez les jeunes qui de plus en plus font des demandes à s'engager dans le processus.

En outre, notons en 2018 :

- ✓ **La production de supports d'informations et de sensibilisation** : production des dépliants, affiches, La production d'agendas, des plaques signalétiques sur les entreprises des jeunes,
- ✓ **Un magazine imprimé** ;
- ✓ **La production des supports institutionnels** : calendriers, agendas, pagnes, T-shirts, tenues pour PIE (combinaisons+ blouses+ jackets) ;
- ✓ **Actuellement en cours de production** : Stylos à billes, blocs notes, calendriers, agendas, chemises à rabat, T-shirt, polos, parapluies, casquettes

L'activité est réalisée à 85%.

c) Taux d'exécution physique

Le taux d'exécution physique des activités de la sous-composante D1 est de 90,45%.

2.1.4.2 Sous-Composante D2 : Cellules Régionales de Coordination

a) Activités prévues en 2017

La stratégie de la sous-composante D2 repose sur (i) la rénovation des locaux ; (ii) l'équipement et matériel ; (iii) le règlement des Salaires et Indemnités des URAC et (iv) le fonctionnement des URAC.

La rénovation des locaux consistait à (1) Rénover les locaux pour les URAC. L'équipement et matériel était relatif à (2) acquérir autres équipements et matériels. Enfin, (3) il fallait tenir les réunions avec les partenaires techniques opérationnels.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. rénover les locaux des URAC

Les locaux des 04 URAC ont été rénovés. Les différents ameublements sont effectués. Le personnel y travaille dans des conditions meilleures. Cette activité est réalisée à 100%.

2. Acquérir autres équipements et matériels

RAS.

3. Tenir les réunions techniques URAC

Les réunions techniques avec les partenaires opérationnels à l'échelle des bassins ou dans la région se tiennent de manière régulière au niveau de l'URAC Centre, ce qui n'est pas le cas dans les 03 autres URAC avec la tenue des réunions hebdomadaires.

L'activité réalisée à 80%.

c) Taux d'exécution physique

Le taux d'exécution physique des activités techniques de la sous-composante D2 est de 80,00% au 31/12/2018.

Globalement, le taux d'exécution physique des activités techniques de la composante D est de 80,00 %.

Tableau 33 : Détail du taux d'exécution physique de la composante D

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination	90,45%
Sous-Composante 2 : Cellules Régionales de Coordination	80,00%.
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	90,00%

2.1.4.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets au 31/12/2018

Produit 4.1 La coordination et le suivi des activités est effective

Tableau 34 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018

Résultats intermédiaires 2018	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2018
Au moins 20 personnels du Programme/maitrise d'ouvrage sont renforcés dans leurs capacités	Nbre de personnel formé	Les capacités de 25 personnes du Programme (05 personnels d'appui, 16 personnel cadre en géo-référencement, 04 personnel cadre dans les spécialités d'intérêts) ont été renforcées, soit une performance de 125%
Au moins 30 réunions de coordination tenues par la CNCG	Nbre de réunions de coordination tenues	41 réunions de coordination tenues au 31/12/2018, soit une performance de 136,66%, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • 20 réunions hebdomadaires de coordination tenues ; • 03 réunions trimestrielles de coordination tenues ; • 18 réunions techniques tenues avec les partenaires stratégiques (BIT, DID), les partenaires opérationnels (facilitation, incubation, institution de financement rural)
20 réunions tenues par les URAC	Nbre de réunions techniques tenues	<ul style="list-style-type: none"> • URAC Centre : 20 réunions organisées (hebdomadaires de coordination, techniques et cadrage avec les partenaires, mensuelles avec les partenaires et trimestrielle élargie à tous les opérationnels • URAC Sud : RAS • URAC Littoral : RAS • URAC Nord-Ouest : RAS
Le logiciel de S&E fonctionnel	Etat de sortie généré	Etats de sortie à mesure d'être générés : programmation, suivi du PTBA, indicateurs et chaînes de résultats, suivi des recommandations, rapport d'exécution du ptba, D'autres liaisons à établies suite à de nouveaux besoins permettront une meilleure gestion des résultats.

Résultats intermédiaires 2018	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2018
Le système de suivi-évaluation est fonctionnel	Appréciation du degré de fonctionnement du système	<ul style="list-style-type: none"> • En 2018, le Système de Gestion de la Base de données développée sur Access est complémentaires à l'application de S&E RUCHE et permet de gérer les statistiques et la traçabilité des PIE aux différents stades de leur parcours, a d'avantage été construit. • En dépit des insuffisances dans la tenue des données chez les partenaires opérationnels, les données des cohortes 1, 2, 3, 4 et 5 sont traçables à chaque étape du processus d'incubation, exception faite du suivi-accompagnement, mais données devront être plus apurées pour une meilleure fiabilité. • Bonne articulation entre l'application de S&E et Tom²Pro permettant un rapprochement entre le suivi technique et le suivi financier du PTBA • Différents rapports mandataires produits dans les délais ; • Toutefois, les parties prenantes doivent s'approprier le système de S&E pour un meilleur fonctionnement ; • Une cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes est disponible au 31/12/2018 <p>Antérieurement, les résultats suivants ont été atteints.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manuel de suivi-évaluation disponible ; - Outils de suivi-évaluation élaborés, finalisés et personnel du Programme formé ; - Personnels formés sur les outils de suivi-évaluation et sur leurs rôles ; - Personnel formé sur l'utilisation de l'application informatique et sa prise en main se poursuit ;
Les membres des 4 CRV participent aux missions conjointes de suivi des activités des PIE	Nbre de missions organisée Nbre de personnes participantes	<ul style="list-style-type: none"> - En 2018 ; 01 mission organisée par les membres des CRV dans chacune des 04 régions d'intervention ; - 06 membres de CRV ont participé par région aux missions de suivi des PIE
Les rapports trimestriels de suivi financier sont produits	Nbre de rapport financier produit	<ul style="list-style-type: none"> - 10 rapports financiers mensuels produits - 01 rapport semestriel est produit
Le rapport d'audit est élaboré et validé	Nbre de rapport d'audit produit	01 rapport d'audit 2017 est élaboré et validé
07 DRF produits et acceptés	Nbre de DRF acceptés	11 DRF sont produits, acceptés et payés

Une analyse globale des résultats réalisés à la composante D, montre que les objectifs poursuivis [(i) *le système de Suivi-évaluation est fonctionnel*; (ii) *la gestion financière produit des rapports adéquats* ; (iii) *les capacités du personnel du Programme/maitrise d'ouvrage sont renforcées dans les domaines d'intérêt* ; (iv) *les rapports de suivi financier sont produits* ; (v) *la coordination de la CNCG et des URAC sont assurées* ; (vii) *le plan d'action genre est mis en œuvre*], sont atteints, à l'exception du résultat portant sur "*la stratégie de communication et de gestion des savoirs est disponible et opérationnelle*". Il en ressort une performance de réalisation de 85%.

Au 31/12/2018, la stratégie de coordination et de suivi des activités du programme s'est améliorée considérablement. Les résultats prévus en 2018 sont atteints de manière acceptable (90,00%). C'est ce que montre le tableau d'appréciation des progrès des indicateurs du produit 4.1 ci-après.

Tableau 35 : Analyse des indicateurs de produits 4.1

Indicateurs de produit 4.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales sont établies et opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> -Une unité nationale d'appui conseil est établie et est fonctionnelle : l'Unité d'Appui Conseil est doté en personnel, matériel roulant et les bureaux ont été rénovés. -Les Unités Régionales d'Appui Conseil ont été créées, dotées de personnel d'appuis (chauffeurs, agents de sécurité, agent de surface) et sont fonctionnelles. -28 personnels chargé du suivi-accompagnement dans les structures locales ont été recrutés ainsi que 13 nouveaux facilitateurs et permettent de mieux coordonner l'intervention au niveau régional.
Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	<p>Le renforcement du Système de suivi-évaluation s'est poursuivi : plan de suivi-évaluation élaboré, manuel de suivi-évaluation disponible, application de suivi-évaluation développée et renseignée. Toutes les études de référence du programme et l'étude SYGRI de référence sont réalisées ainsi qu'une étude complémentaire sur l'inclusion financière.</p> <p>En 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le système de gestion de la base de données de S&E est mieux construit et opérationnel et le niveau d'avancement est assez satisfaisant ; - Tous les acteurs formés sur les outils d'alimentation de la base de données (sauf suivi-accompagnement) ; - Application de S&E re-paramétré et davantage mieux fonctionnelle ; - 01 rapport de S&E semestriel, un rapport annuel et les rapports d'avancement matériels produits. - Une cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes est élaborée et personnel aptes en géo-référencement et création des produits cartographiques sur QGIS <p>En 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - outils/supports de collecte de données finalisés, validés et personnel du programme formé. - formation et prise en main de l'application de S&E par le personnel du programme - test de fonctionnalité du système effectué à 75%. - un SGBD élaboré (Base de données). - 02 rapports de suivi-évaluation et les rapports d'avancement matériels sont produits.

Produit 4.2 La capitalisation des effets du programme est assurée

Les activités concourant à la réalisation de ce produit ont produit des extrants.

Tableau 36 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2018

Résultats intermédiaires 2018	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2018
La stratégie de communication et gestion des savoirs est disponible et opérationnelle	Nbre de stratégie disponible	<ul style="list-style-type: none"> - 01 Stratégie élaborée avec un plan d'action. - La mise en œuvre de ce plan d'action est effective
La stratégie de ciblage genre et son plan d'action sont élaborés et opérationnels	Nbre de stratégie/plan d'action	<ul style="list-style-type: none"> - La stratégie genre existe. Sa mise en œuvre se fait aussi bien par le programme que par les acteurs opérationnels. - Les orientations de ce plan sont prises en compte dans la facilitation et les CRV. Le dispositif de S&E s'est ajusté pour prendre en compte les préoccupations genre. La stratégie genre existe. Sa mise en œuvre se fait aussi bien par le programme que par les acteurs opérationnels.

Résultats intermédiaires 2018	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2018
		- Les orientations de ce plan sont prises en compte dans la facilitation et les CRV. Le dispositif de S&E s'est ajusté pour prendre en compte les préoccupations genre.

Il en découle un progrès moins significatif dans l'atteinte du produit 4.2, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 37 : Analyse des indicateurs de produits 4.2

Indicateurs de produit 4.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2018
Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie élaborée avec une mise en œuvre progressive en 2018. - Le Programme est également appuyé par l'ONG Procassur dans le cadre de la capitalisation des effets. Un plan de capitalisation existe à cet effet et sa mise en œuvre a aussi débuté avec la capitalisation de l'incubation avec la structure d'incubation IAO d'Obala. - Une plateforme gestion des savoirs a été élaborée et est en cours d'implémentation. - <i>La stratégie de gestion des savoirs n'est pas encore élaborée, mais un consultant est en cours de contractualisation pour accompagner le programme dans l'élaboration de la stratégie de Gestion des Savoirs.</i>

De l'analyse de la mise en œuvre des activités techniques des composantes A, B, C et D, il se dégage globalement que le taux d'exécution physique du PTBA 2018 au 31/12/2018 est de 83,85%, et, est décomposé par composante comme ci-après :

Tableau 38 : Récapitulatif du taux d'exécution physique par composante du PTBA 2018

Libellé	Taux de réalisation au 31/12/2018
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	87,24%
Composante B : Accès aux services financiers	63,23%
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	73,57%
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	90,00%
Taux de Réalisation du PTBA 2018	83,85%

2.2 REALISATIONS FINANCIERES DU PTBA 2018 AU 31/12/2018

Au 31/12/2018, le montant de décaissement du PTBA 2018 s'élève à 3 668 326 043 FCFA, soit un taux de réalisation financière de 78,43% sans engagement sous réserve de la prise en compte des justificatifs des partenaires relatifs à l'incubation encourus.

▪ Décaissement par source de financement

SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET 2018	DECAISSE 31/12/2018 (EN FCFA)	POURCENTAGE
FIDA	3 695 570 993	3 125 624 953	84,13%
ETAT/Fonds de contrepartie	422 779 266	251 938 838	75,68%
ETAT/TAXES	224 090 812	193 804 254	90,98%
PIE Bénéficiaires	218 800 000	61 754 927	24,93%
IFR_ Int. Financement Rural	87 750 000	35 203 071	20,95%
TOTAL	4 648 991 071	3 668 326 043	78,43%

▪ Décaissement par composante

COMPOSANTES	BUDGET 2018 (F CFA)	DECAISSEMENT 30/12/2018 (FCFA)	Pourcentage
COMPOSANTE A	2 176 919 952	2 243 409 419	102,90%
COMPOSANTE B	1 093 974 249	506 191 909	43,30%
COMPOSANTE C	242 141 553	55 584 263	22,96%
COMPOSANTE D	1 135 955 317	863 140 452	79,51%
TOTAL	4 648 991 071	3 668 326 043	78,43%

Le pourcentage de décaissement ici est sans engagement et sous réserve de la prise en compte des justificatifs des partenaires relatifs à l'incubation encourus. Il ressort de la mise en œuvre que les composantes B « Accès aux services financiers » et C « Mise en place d'un cadre Organisationnel propice » ont évolué timidement. Il serait important d'accélérer le financement des PIE et la mise en place du crédit productif.

▪ Décaissement par catégorie de dépenses

#	Catégories	Prévisions	Réalisations	% (Réalisation)
01	Génie civil/Rural	23 850 000	0	0,00%
02	Crédit et fonds de garantie	1 003 195 833	424 098 539	29,41%
03	Equipements et matériel	68 777 500	246 243 902	371,53%
04	Formation	502 499 650	436 850 211	91,19%
05	Consultants	2 412 310 767	2 019 637 986	102,54%
06	Coûts de fonctionnement	393 973 489	280 302 385	62,07%
07	Salaires et indemnités	244 383 832	261 193 020	106,88%
	Total général	4 648 991 071	3 668 326 043	78,43%

La catégorie génie civil n'a pu démarrer en 2018. Il serait important de l'envisager en 2019.

▪ Etat des dépenses par catégorie des fonds du prêt FIDA 200000758

Globalement, le taux de réalisation financière du Prêt FIDA du PEA-Jeunes est actuellement à **68,64%** et concerne le Prêt initial. La deuxième tranche de financement n'a pas encore été mobilisée.

N° CAT	CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT	DECAISSEMENTS CUMULES AU 31/12/2018	SOLDE AU 31/12/2018	TAUX D'EXECUTION
200003	Génie civil	50 000	26 267,07	23 733	52,53%
200008	Consultants	5 350 000	4 728 363,27	621 637	88,38%
200010	Crédit et Fonds de garantie	3 200 000	907 234,81	2 292 765	28,35%
200011	Equipements et matériels	1 600 000	576 632,84	1 023 367	36,04%
200016	Coûts de fonctionnement	490 000	503 263,92	-13 264	102,71%
200018	Salaires et indemnités	770 000	841 789,47	-71 789	109,32%
200019	Formation	1 870 000	757 170,92	1 112 829	40,49%
270001	Montant autorisé	0	1 818 459,92	-1 818 460	0,00%
290001	Non alloué	1 470 000	-	1 470 000	0,00%
	TOTAL	14 800 000	10 159 182,22	4 640 818	68,64%
290001	Non alloué	20 060 000		20 060 000	0,00%

Notons que la DRF 34 et la DPD 35 d'un montant respectivement de 249 millions (soit 283 868.32 DTS) et 101 millions (soit 128 981 DTS) sont encours de traitement à la CAA. Le paiement de ces 02 DRF/DPD fera évoluer le taux de décaissement d'environ 2,79% soit un taux de décaissement global de la première tranche d'environ **71,43%**.

▪ Consommation globale par rapport au budget initial du PEA-Jeunes

Par rapport à la ligne de base du projet (33 375 213 862), le taux de consommation global au 31/12/2018 est de **28,54%**. Notons que la deuxième tranche du projet n'est pas encore mobilisée au niveau du PEA-Jeunes. **En faisant la déduction du coût total du projet, le taux de décaissement global est de 68,64%** Cette consommation est détaillée comme suit :

Tableau 39 : Récapitulatif des réalisations financières par composante /sous-composantes par rapport au coût global du Programme

Composantes / Sous-composantes	Réalizations 2014	Réalizations 2015	Réalizations 2016	Réalizations 2017	Réalizations 2018	Niveau de Consommation au 31 /12/ 2018			
						Prévisions	Réalizations	Ecart	%
A. DEVELOPPEMENT DES ENTRERISES AGROPASTORALES									
Appui à l'émergence des idées de projet d'entreprise		10 216 970	162 900 869	170 268 062	249 153 213	1 341 200 000	592 539 114	1 170 931 938	44,18%
Appui à la création et au développement d'entreprises		59 333 175	346 777 160	660 942 176	1 430 370 596	9 521 900 000	2 497 423 107	8 860 957 824	26,23%
Soutien à l'émergence des structures d'incubation		23 267 950	393 741 162	158 535 655	563 885 610	3 869 000 000	1 139 430 377	3 710 464 345	29,45%
Subtotal	0	92 818 095	903 419 191	989 745 892	2 243 409 419	14 732 100 000	4 229 392 597	10 502 707 403	28,71%
B. ACCES AUX SERVICES FINANCIERS									
Financement des entreprises		0	6 553 100	43 605 870	109 448 313	530 058 800	159 607 283	370 451 517	30,11%
Amélioration de la qualité des services financiers		117 980 440	367 192 571	577 677 587	396 743 596	1 055 148 131	1 459 594 194	-404 446 063	138,33%
Subtotal	0	117 980 440	373 745 671	621 283 457	506 191 909	1 585 206 931	1 619 201 477	-33 994 546	102,14%
C. AMELIORATION DU CADRE ORGANISATIONNEL, POLITIQUE, INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF									

Mise en place d'un cadre organisationnel propice			0	4 771 900	50 841 057	498 900 000	55 612 957	443 287 043	11,15%
Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral			0	1 498 000	4 743 206	653 800 000	6 241 206	647 558 794	0,95%
Subtotal	0	0	0	6 269 900	55 584 263	1 152 700 000	61 854 163	1 090 845 837	0
D. COORDINATION ET GESTION DU PROGRAMME									
Cellule Nationale de coordination du programme	86 019 323	515 812 716	1 178 844 451	683 821 621	731 195 526	2 440 800 000	3 195 693 636	-754 893 636	130,93%
Unités régionales d'appui-conseils		0	147 012 513	138 880 534	131 944 927	1 776 800 000	417 837 974	1 358 962 026	23,52%
Subtotal	86 019 323	515 812 716	1 325 856 964	822 702 155	863 140 452	4 217 600 000	3 613 531 610	604 068 390	85,68%
Total Coût du Projet	86 019 323	726 611 251	2 603 021 826	2 440 001 404	3 668 326 043	33 375 213 862	9 523 979 847	23 851 234 015	28,54%

2.3 ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2018 AU 31/12/2018

Pour ce qui est de l'exécution du plan de passation 2018, il est à signaler que 17 marchés à savoir 04 marchés de fournitures et équipements et 13 marchés de consultants étaient prévus pour un montant de 1 103 100 000 FCFA. Aucun marché de travaux n'était envisagé.

Au 31/12/2018, 15 sur les 17 marchés étaient réalisés, donnant un taux d'exécution du plan de passation des marchés 2018 de 75,1%.

Le tableau ci-après récapitule l'exécution du plan de passation des marchés en 2018.

CATEGORIE	RECAPITULATIF						
	NOMBRE			MONTANT (1000 FCFA)			
	Prévu	Réalisé	Taux	Prévu	Contractualisé	Decassé	Taux
Biens / Fournitures	4	4	100,00	205 000,00	177 901,00		86,8
Travaux	0	0	0,00	0,00	0,00		0,0
Services de consultants	13	11	84,62	898 100,00	650 000,00		72,4
Total	17	15	88,24	1 103 100,00	827 901,00		75,1

a) Marchés des biens et équipements.

Trois (03) marchés étaient prévus en 2018 à savoir :

- Production des supports d'information et de sensibilisation ainsi que des supports de communication institutionnelle ;
- Equiper les structures d'incubations existantes en équipement informatique dans le cadre du renforcement des capacités infrastructurelles des Structures d'Incubation ;
- Souscription d'une police d'Assurance Maladie à tout le personnel du Programme.

La production des supports d'information et l'équipement des Structures d'Incubation en matériel informatique ont été attribués respectivement à BETA PRINT Sarl (15 860 000 FCFA) et INTEK Sarl (103 791 500 FCFA) et les marchés signés sont en cours d'exécution. Quant à l'assurance maladie, la société NSIA a été contractualisée pour couvrir la période de juin à décembre 2018. Une autre

procédure a été lancée pour recruter une société d'assurance pour l'année 2019. L'ouverture des offres financières y relatives est prévue dans les prochaines jours.

b) Marchés des consultants

Le détail de l'état de réalisation par marché est le suivant :

- Réaliser l'audit annuel des comptes et des états financiers 2017 du Programme : le contrat a été signé et l'audit réalisé ;
- contractualiser avec les structures d'incubation en vue du renforcement des capacités des jeunes PIE de la cohorte 5 et 6 : 10 contrats d'un montant de 485 millions ont été signés pour le renforcement des capacités de la cohorte 5. Les contrats de la cohorte 6 sont en cours de signature ;
- contractualiser avec les Structures d'incubation en vue du suivi accompagnement post-incubation des jeunes des cohortes 2015 et 2016 et 2017 : cinq (05) contrats d'un montant de 115 millions FCFA ont été signés avec les Structures d'Incubation en vue du suivi accompagnement des cohortes 1 à 4. Les contrats de suivi/accompagnement de la cohorte 5 sont en cours d'élaboration.
- Contractualiser avec 07 nouvelles structures d'incubation en vue du renforcement des capacités des jeunes PIE 2018 : seule cinq (05) soumissionnaires remplissant les critères minimums requis et ont été recruté. Leur contractualisation est en cours dans le cadre du renforcement des capacités de la cohorte 6 ;
- Elaborer une plateforme informatique dynamique de communication avec le PEA-Jeunes (Bridge Africa) : suite aux différents échanges, un contrat d'un montant de 31 385 000 FCFA a été signé avec BRIDGE AFRICA le 27 juin 2018 et est en cours d'exécution ;
- Plusieurs autres consultants ont été recruté en appui au PEA-Jeunes (élaboration du plan de renforcement des capacités, appui au Système de Suivi Evaluation, préparation RMP,) ;
- Sélection d'une Institution bancaire en vue de la gestion du mécanisme de refinancement du PEA-Jeunes : Le processus a été conduit jusqu'à l'étape de soumission des offres. Malheureusement seule une Banque (Société Générale) sur les sept (07) présélectionnées a soumis une offre. Le dossier se trouve au FIDA depuis le xx novembre pour avis.

c) Marché des travaux

Aucun marché des travaux n'est prévu. Toutefois, la situation pourrait évoluer avec le plan de renforcement des capacités Structures d'incubation.

2.4 ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA 3^{ème} MISSION DE SUPERVISION

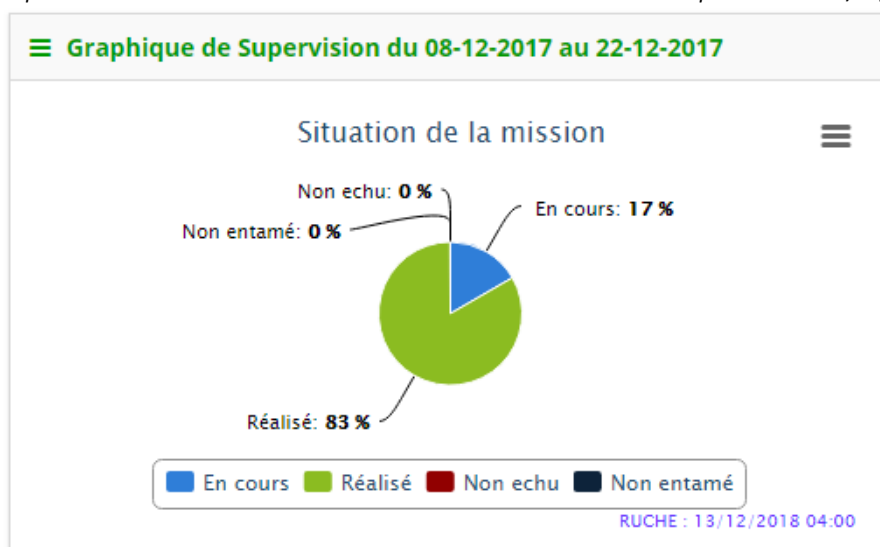
La 3^{ème} mission de supervision du PEA-Jeunes (décembre 2017) avait instruit 24 recommandations. L'état d'exécution de ces recommandations au 31/12/2018 se présente comme suit :

Tableau 40 : Etat d'exécution des recommandations de la 3^{ème} mission de supervision

Statut	Nombre	Pourcentage (%)
Exécutées	20	83%
En cours	04	17%
Non exécutées (non échues)	0	0%
Total	24	100%

Schématiquement, cet état se présente comme suit :

Figure 2 : Représentation de l'état d'exécution des recommandations de la 3^{ème} supervision au 31/12/2018)



L'annexe 1 donne l'état détaillé de mise en œuvre de chacune des recommandations de la 3^{ème} mission de supervision de janvier au 20 novembre 2018.

En 2016, la mission de supervision avait recommandé 59 recommandations. En janvier 2017, la mission avait instruit 61 recommandations.

Les tableaux suivants montrent pour les années 2016, la performance de mise en œuvre des 59 recommandations de la mission de supervision était de 86% et que ; pour l'année 2017, cette performance était de 85% pour 61 recommandations.

Tableau 41 : Etat consolidé d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016-Déc 2017

Statut	Avril 2016		Janvier 2017		Décembre 2017	
	Nombre	(%)	Nombre	(%)	Nombre	(%)
Exécutées	51	86%	52	885%	20	83%
En cours	6	10%	6	110%	04	17%
Non exécutées (non échues)	2	4%	3	56%	0	0%
Total	59	100%	61	100%	24	100%
Cumul						
Total des recommandations 2016-2018					144	
Total exécutées					123	
%					85,41	

III. SITUATION DU PERSONNEL AU 31/12/2018

Tout le personnel cadre du PEA-Jeunes est en fonction au 31/12/2018. Le PEA-Jeunes emploie 51 personnes (37 hommes et 14 femmes-27,5%) à savoir 17 cadres, 7 personnels d'exécution et 27 personnels permanents (appui, entretien et sécurité). En additionnant le personnel des partenaires stratégiques (14 personnes) et des partenaires opérationnels recrutés (57 personnes dont 47 hommes et 10 femmes), le PEA-Jeunes emploie globalement, 120 personnes, dont 92 hommes et 28 femmes (soit 23,33%).

Le recrutement du personnel du PEA-Jeunes s'est effectué de manière progressive, avec la montée en charge des nécessités de service. Il a été question du personnel clé et de la quasi-totalité du personnel cadre et d'appui au niveau national. En 2018, le Programme a procédé au recrutement du personnel devant assurer le suivi-accompagnement de proximité des jeunes entrepreneurs agropastoraux, auprès des structures d'incubation et des structures de facilitation.

Il s'est agi de 18 conseillers de suivi-accompagnement qui sont immédiatement entrés en fonction (10 étaient déjà en fonction). Au total, 28 conseillers de suivi-accompagnement sont contractualisés via les structures d'incubation pour accompagner les jeunes dans la mise en place de leurs entreprises. Enfin, un groupe de 13 facilitateurs a également intégré le programme via les structures de facilitation en 2018, portant ainsi à 26 le nombre de facilitateurs en service.

IV. LEÇONS APPRIS DES ACTIVITES MENEES

Les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme au 31/12/2018 se résument ainsi :

#	LEÇONS APPRIS
1	Facilitation : Promotion des métiers non agricoles et diversification des activités économiques Malgré les efforts consentis pour promouvoir des activités économiques originales le long de la chaîne de valeur, le portefeuille de projets reste constitué en grande majorité d'activité de production. Cependant, le PEA-Jeunes qui met un accent particulier sur le développement de la valeur ajoutée le long de la chaîne de valeur gagnerait à développer les démarches, les approches de facilitation spécifiques visant à toucher les autres maillons afin de garantir la valeur ajoutée.
2	La problématique du genre a pris des proportions en 2018 dans les dispositifs opérationnels du Programme, avec notamment la réorientation du ciblage, des actions spécifiques pour jeunes des catégories sociales vulnérables, la discrimination positive lors des CRV, des mesures spéciales (baby siter, crèches) pour une bonne participation des PIE mères ou femmes enceintes, etc. ;
3	L'internalisation des approches de la cohorte 1 et 2 a permis une capitalisation et partage des bonnes pratiques, mais aussi l'adaptation des manuels d'éducation financière et de formation entrepreneuriale du BIT
4	La définition des profils des formateurs et l'implication de la CNCG dans la sélection des consultants/formateurs en éducation financière et montage des plans d'affaires ont permis l'amélioration de la qualité des plans d'affaires et la réduction des délais entre la finalisation des plans d'affaires des jeunes PIE et l'ouverture des comptes auprès des IFR.
5	Les jeunes ayant un cycle d'activité court (aviculture) ou évoluant dans les maillons « transformation » ou « services » s'adaptent mieux au mécanisme de financement proposé et accèdent rapidement au crédit productif.
6	Le taux de déperdition relativement important enregistré entre la sortie de l'incubation des jeunes et la mise en place de l'entreprise des jeunes interpelle le Programme à procéder à une analyse objective assortie d'une stratégie visant à améliorer son système de suivi-accompagnement
7	La faible performance de l'octroi des crédits productifs par les IFR aux jeunes petites entreprises consolide l'idée d'envisager et de mettre en place un mécanisme de refinancement alternatif des IFR en vue de booster cet appui d'une importance capitale.

#	LEÇONS APPRISES
8	L'aversion du risque manifestée par les IFR pour le financement agropastoral des jeunes est très élevée. Il est crucial de toujours associer des outils de gestion multiformes des risques aux appuis non-financiers et financiers
9	Les problèmes particuliers rencontrés au sein des entreprises mises en place sur les maillons innovants interpellent le Programme à aborder désormais le montage des plans d'affaires des jeunes porteurs de manière spécifique

Les principaux défis à court termes au terme de cette période de mise en œuvre du Programme s'énoncent comme suit :

- i) Perfectionner la stratégie de suivi-accompagnement du Programme en capitalisant sur les leçons apprises de la démarche pilote développée au cours des deux premiers cycles, et en internalisant les observations et recommandations issues aussi bien des concertations en internes que de la revue à mi-parcours.
- ii) Renforcer l'opérationnalisation du système de Suivi-évaluation à travers la participation de tous les acteurs impliqués afin de rendre disponibles toutes les données de mise en œuvre du Programme ;
- iii) Rendre opérationnel le mécanisme alternatif de refinancement des IFR afin de contribuer à améliorer l'octroi des crédits par les IFR ;
- iv) Développer le partenariat avec d'autres interventions complémentaires ou du domaine de l'entrepreneuriat, en vue de porter à l'échelle le nombre et la qualité des appuis apportés aux jeunes.

V. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS SUGGEREES

Le Programme a fait face à un nombre de difficultés. Les plus saillantes se résument comme ci-après :

#	DIFFICULTES DU PROGRAMME
1	Persistance des difficultés de certains PIE de la catégorie 1 à être intégrés dans le dispositif La stratégie mise en œuvre afin d'affiner le ciblage en 2018 (monographie sommaire des bassins de production, densification des facilitateurs pour une meilleure couverture etc...) a permis d'identifier clairement des groupes de bénéficiaires investis économiquement dans les bassins mais qui n'ont ni expérience ni savoir-faire dans l'activité économique sollicitée. Une deuxième catégorie est constituée des jeunes ruraux ou non manifestant clairement une motivation pour la reconversion dans le monde agricole mais ne disposant d'aucune expérience avérée. Pour ces deux catégories, l'approche de formation à <i>cycles courts</i> du PEA-Jeunes ne permet pas d'assurer leur intégration pertinente dans le dispositif d'appui.
2	Résistance des époux à laisser leurs conjointes et PIE femmes sélectionnées pour séjourner en incubation ;
3	Lourdeur des IFR à exécuter les demandes de décaissement exprimées par les PIE et plusieurs rejets de demandes de crédits productifs des PIE actifs par les IFR (CEPI, etc.), entraînant une tension dans la gestion des coûts d'exploitation de l'entreprise, la résistance et méfiance des jeunes vis-à-vis des IFR ;
4	Désaffection des jeunes incubés favorisée par l'existence de goulots d'étranglement existant entre la fin du renforcement des capacités en structure d'incubation et la transmission des plans d'affaires au financement Faible demande du crédit productif par les jeunes (20% du portefeuille)
5	Faible demande du crédit productif par les jeunes (20% du portefeuille) et impossibilité à date de refinancement des IFR, à cause du non aboutissement du processus d'institutionnalisation du fonds de facilitation, et du mécanisme alternatif de refinancement en cours de développement par le PEA-Jeunes

#	DIFFICULTES DU PROGRAMME
6	Faible appropriation des outils de collecte de données et de traçabilité (outils SGBD, application de suivi-évaluation) par le personnel des partenaires opérationnels et du Programme, entraînant un grand déséquilibre entre le temps consacré à la recherche ou collecte des données et le temps réservé à l'analyse des données et transformation en information utile (pour le pilotage et décision basée sur les faits) ;
7	Ressource humaine assez limitée pour assurer la qualité, la véracité, la traçabilité, la ponctualité de la collecte et analyse des données, ainsi que conduire avec efficacité le S&E (Cf rapport auditeur, Rapport assistance du Consultant en S&E de 2017) ;
8	insuffisance de matériel roulant et du personnel au niveau de la CNCG et des URAC, entraînant une mise en œuvre difficile des activités prévues par le Programme ;
9	Climat socio-politique défavorable dans le Nord-Ouest et qui perturbe fortement les activités du Programmes dans toutes ses étapes (facilitation, incubation, suivi-accompagnement, ouverture des guichets des banques et opérations bancaires des PIE, suivi-accompagnement, etc.) et le déploiement du personnel technique.

#	SUGGESTIONS
1	<p>Mettre en œuvre des stratégies de facilitation différenciées</p> <p>Il est urgent d'envisager une mise en œuvre des approches différenciées, orientées vers des cibles différentes, mobilisant des acteurs et des processus d'intervention différents afin de promouvoir l'émergence dans les bassins de production d'activités économiques pertinentes susceptibles de renforcer la dynamique économique dans les bassins de production au sein desquels les jeunes bénéficiaires des appuis sont installés.</p>
2	<p>Structurer et opérationnaliser le dispositif d'immersion des PIE</p> <p>Face à la non intégration des PIE de la cohorte 1 au dispositif, la réponse envisagée sera de mobiliser en amont de la sélection des jeunes, un dispositif d'immersion efficace permettant en quelques semaines aux jeunes désireux de se positionner sur une activité économique, de bénéficier d'une première expérience au sein d'une entreprise « référente » au cours de laquelle il pourrait effectuer les premiers apprentissages de l'exercice de l'activité économique sollicitée, ce qui permettrait ensuite de valider son éligibilité aux appuis du Programme.</p>
3	<p>Mieux prendre en compte la dimension S&E par des actions d'appropriation outils et des rôles et responsabilités prévues par le manuel de S&E</p> <p>Organiser annuellement un atelier de partage des acquis et de l'amélioration du système de S&E, avec l'appui d'un spécialiste en S&E et si possible avec la participation du FIDA</p>
4	Renforcer le personnel et le matériel roulant du Programme (CNCG et URAC)

VI. CONCLUSIONS

Le PTBA 2018 visait plusieurs objectifs. En termes d'indicateurs globaux, les objectifs du PTBA 2018 étaient la création de 1 083 Entreprises agropastorales et le renforcement de 75 autres en développement, puis la création de 4 632 emplois. En termes de bénéficiaires, le PTBA 2018 visait la sensibilisation de 8 000 jeunes et l'orientation de 980 autres vers les structures d'incubation, l'incubation de 850 jeunes porteurs d'initiatives économiques, puis l'octroi des kits d'incitation à 1 083 jeunes et 500 crédits productifs. S'agissant des actions à mener pour atteindre ces objectifs, 47 activités techniques étaient planifiées dont 13 à la composante A, 6 activités à la composante B, 07 activités à la composante C et 21 activités techniques à la composante D.

L'exécution du Programme PEA-Jeunes au cours de la période allant de janvier-novembre 2018 a été caractérisée par l'introduction des structures d'incubation satellites et le redimensionnement du suivi-accompagnement ainsi qu'une bonne mise en œuvre des recommandations de la 3ème mission de supervision (de décembre 2017) pour améliorer la qualité et le niveau de mise en œuvre des activités. De même, l'agilité de l'équipe fiduciaire a fortement soutenu l'équipe technique pour conduire ces différentes actions. Cette complémentarité a abouti à un taux global d'exécution de ces activités de 83,85% ; avec 87,24% ; 63,23% ; 73,57% et 90,00% respectivement pour les composantes A, B, C et D. Ainsi, la majorité des activités prévues ont été exécutées.

Globalement, la performance d'exécution physique des activités techniques du programme au 31/12/2018 est de 83,85% avec une performance financière au 31/12/2018 de 78,43% (sans engagement et sans prise en compte des justificatifs de l'incubation en cours) et de 95,72% (avec engagement). La performance financière par rapport à la ligne de base du projet serait de 28,54% mais compte tenu que la 2ème tranche de financement FIDA n'est pas encore mobilisée. Le taux de décaissement du prêt FIDA est de 68,64%. Au 31/12/2018.

Sur le plan mise en œuvre, le Programme a poursuivi son partenariat stratégique et son partenariat opérationnel.

Pour ce qui est des activités externalisées aux partenaires stratégiques, signalons que leur mise en œuvre s'est poursuivie avec les partenaires techniques BIT et DID. Le niveau d'avancement avec BIT a un changement sur la qualité de services opérationnels (conseillers d'entreprises PEA-Jeunes des URAC, facilitateurs, conseillers incubateurs, conseillers de suivi-accompagnement). Le partenariat avec DID s'est poursuivi mais, pour plus d'efficacité, va entrer dans une nouvelle phase avec le redéploiement de son équipe restreinte au PEA-Jeunes. Le partenariat avec MASHAV n'a toujours pas abouti en dépit des négociations effectuées depuis le démarrage du Programme et le positionnement de la coopération israélienne comme co-financier. Une alternative conduite par une ressource humaine identifiée est amorcée pour aider le PEA-Jeunes à conduire les actions prévues.

Pour ce qui est du partenariat opérationnel, les structures de facilitation, les structures d'incubation et dans une certaines mesures les institutions de financement rural (IFR), ont poursuivi avec satisfaction la collaboration avec le PEA-Jeunes en 2018. Elles ont permis de dérouler un nombre important d'activités.

Ainsi s'agissant des activités menées, la facilitation a été conduite par 04 structures depuis 2016. Elle a permis de toucher 8 678 personnes en 2018, donnant un cumul de 14 971 de 2015-2018, ce qui représente 59,41% des objectifs en fin de projet (données traçables). L'incubation (renforcement des capacités) a été marquée par l'entrée en jeu de 08 structures de second ordre dites "structures satellites". Elle a permis d'incuber 02 vagues de 658 Jeunes. Cet effectif donne à date une performance de 77,41% de l'objectif 2018. De 2015-2018, 1 588 jeunes ont été incubés, soit 31,09% de réalisation de l'objectif de fin de projet.

Concernant le financement des jeunes entrepreneurs agropastoraux, de janvier au 31 décembre 2018, 421 jeunes PIE ont reçu des appuis en Kits (d'installation et renforcement) de **409 681 953 F CFA**, ce qui fait une performance de 38,87% d'atteinte de l'objectif. L'apport personnel en numéraire en 2018

a été de **126 891 073 F CFA**. Ces PIE ont obtenu des crédits productifs en 2018 pour un volume de **79 545 229 F CFA**.

Un total cumulé de 730 PIE sont déjà financés en kits pour **750 648 364 F CFA** depuis le démarrage du projet. Ces jeunes PIE ont mobilisé un apport personnel de **192 027 219 F CFA** et mettent en place leurs entreprises. La contribution des IFR est de **123 887 387 F CFA** sous forme de crédits productifs à 90 PIE (dont 01 en 2016, 53 en 2017 et 47 en 2018) pour 88 PIE créateurs et 02 PIE en développement.

Le total de financement aux jeunes en 2018 est de **616 118 255 F CFA** et de **1 066 562 970 F CFA** de 2015-2018.

Le suivi-accompagnement a été redynamisé. 26 nouveaux conseillers de suivi-accompagnement ont été recrutés et contractualisés sous le couvert des structures d'incubation. Tous les 33 conseillers ont effectué le suivi de 341 jeunes dans la mise en œuvre de leur plan d'affaires (projets).

En ce qui concerne le plan de passation des marchés, 15 sur les 17 marchés ont été réalisés, donnant un taux d'exécution du plan de passation des marchés 2018 de 75,1%.

Le taux d'exécution des recommandations de la 3^{ème} supervision s'élève à 79% au 31/12/2018.

S'agissant enfin du personnel du Programme, tous les postes sont pourvus et le personnel est effectivement en service. Le PEA-Jeunes et ses partenaires emploient globalement, 120 personnes, dont 92 hommes et 28 femmes (soit 23,33%).

Sur le plan financier, le taux d'exécution financière du PTBA au 31/12/2018 est de 78,43% sans engagement et prise en compte des justificatifs de l'incubation en cours. et de 95,72% avec engagement.

Dans l'ensemble, il ressort une bonne performance d'exécution des activités du PTBA 2018 (83,85%) à date. En dépit de cette bonne performance d'exécution et au regard des résultats atteints, le bilan suivant les objectifs visés par le PTBA 2018 montre une performance mitigée, comme résumée ci-après :

Tableau 42 : Bilan des objectifs/résultats du PTBA 2018

Objectifs visés	Réalisation	%	Sens efficacité
En termes d'indicateurs globaux			
Création de 1 083 Entreprises agropastorales	421	38,87%	-
Renforcement de 75 Entreprises agropastorales en développement	0	0%	-
Création de 4 632 emplois	1 684	36,07%	--
En termes de bénéficiaires			
Sensibilisation de 8 000 jeunes	8 678	108,48%	++
Orientation de 980 jeunes vers les structures d'incubation	1 480	151,02%	++
Incubation de 850 porteurs d'initiatives économiques	658	77,41%	+
Octroi des kits d'incitation à 1083 jeunes	421	38,87%	--
Octroi de 500 crédits productifs	47	9,4 %	--

Des leçons ont été tirées de cette performance mitigée et permettent d'anticiper sur les goulots d'étranglement qui retardent l'atteinte des résultats ci-dessus. Dans cette perspective, le Programme a mis l'accent sur le recrutement immédiat de nouvelles structures d'incubation jusqu'à leur contractualisation vue cette fois sur l'année et non plus par cohorte des jeunes incubés. Cela permettra une accélération du renforcement des capacités des jeunes en incubation. La procédure de finalisation des plans d'affaires au terme des sessions de CRV ou des avis techniques de DID, doit également connaître une accélération pour déclencher le financement des jeunes (kits). L'accès des jeunes aux crédits productifs auprès des IFR devra également s'améliorer et dans ce sens, la finalisation du mécanisme alternatif de refinancement des IFR, pourra accroître l'accès des jeunes aux appuis du PEA-Jeunes.

L'exécution des activités du PTBA 2019 va être intensifiée dès le démarrage de l'année avec un respect plus rigoureux des échéances des activités, afin d'accroître significativement le nombre d'entreprises à créer et ainsi permettre au programme d'atteindre une bonne performance en fin d'année en terme de résultats.

Nous remercions grandement le MINADER, le MINEPIA et le FIDA pour les ressources financières, les diligences apportées aux multiples sollicitations du PEA-Jeunes, pour l'assistance technique permanente et l'encadrement de son équipe technique qui aident d'une analyse suivi-évaluation, l'équipe du programme à atteindre les résultats escomptés.

ANNEXES

Appendice 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision du 08-12-2017 AU 22-12-2017 au 20/11/2018

N°	Réf.	Domaine	Recommandations	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 20/11/2018
					Dédié	Autres		
1	10	Exécution technique	Informar les services techniques des différents arrondissements pour une bonne prise en charge des autorisations administratives et de l'organisation de la veille et du contrôle sanitaire des unités de production, notamment d'élevage.	23/12/18	CN		100 %	Une correspondance a été adressée aux délégués régionaux des régions d'intervention du PEA-Jeunes (avec copie à leurs homologues du MINADER) et aux ministres des deux ministères le 19 octobre 2018, à l'effet de les inviter à accompagner de manière diligente, les jeunes promoteurs d'entreprises agropastorales du PEA-Jeunes, dans les autorisations et procédures de création des entreprises dans le secteur pastoral. En outre, cette correspondance invitait ces responsables l'organisation de la veille et du contrôle sanitaires des unités de production en élevage, afin que les produits qui en seront issus soient sains et propres à la consommation humaine.
2	12	Exécution technique	Poursuivre les efforts dans la continuité des orientations données fin 2016 afin de répondre aux besoins diversifiés des jeunes promoteurs ciblés, et ce dans tous les bassins, et de structurer l'offre de services d'incubation à l'échelle des bassins	23/12/18	SPIF	SDE	100 %	Des initiatives sont en cours pour permettre de développer une offre de formation diversifiée et adaptée à chaque catégorie. (i) Un parcours type de 13 semaines a été conçu pour les C1 et de 11 semaines pour les C2, sur cette base les SIE déploient un parcours pédagogique adapté aux profils des PIE orientés, un parcours type est en cours d'élaboration pour les C3, (ii) l'offre de service d'incubation s'est élargie au premier trimestre à travers l'intégration des SIE "satellites" dans les bassins ou une forte demande est observée (Bafia-Bokito-Ombessa, Moungo, Kribi), des démarches sont en cours pour densifier l'offre d'incubation dans le bassin Santa-Bamenda. En parallèle, 15 SIE potentielles ont été retenues dans la liste restreinte et une DP est en cours de transmission en vue de recruter 07 nouvelles SIE en vue d'assurer un meilleur maillage territorial de l'offre d'incubation. (iii) le bassin de Ndom qui n'avait pas encore été touché a été couvert par la facilitation au premier trimestre 2018 et les dispositions sont prises pour couvrir le sous-bassin de Mvangan au cours de la deuxième campagne
3	14	Exécution technique	Renforcer la sensibilisation sur tous les critères d'éligibilité et vérifier l'éligibilité à l'étape de diagnostic de situation des jeunes et veiller à (i) associer les structures d'incubation aux activités de manifestation d'intérêt et de diagnostic de situation des jeunes, à travers leurs conseillers principaux et (ii) informer les jeunes lors des activités de sensibilisation).	23/12/18	SPIF	SDE	100 %	Une note d'orientation de la facilitation a été élaborée précisant la démarche et les objectifs de la facilitation et les critères d'éligibilité, Une mission de cadrage des activités de facilitation a été organisée au début de l'année 2018 et a permis de préciser aux facilitateurs les enjeux de la documentation des différentes étapes de sélection. Des outils de sélection complémentaires ont été mis en place et les facilitateurs ont été accompagnés dans leur prise en main par l'UNAC/URAC. Dans le cadre de la première campagne de facilitation de 2018, les Conseillers principaux et les conseillers de suivi ont été mobilisés à différentes étapes de facilitation en appui aux ONG de facilitation sous l'encadrement des URAC. Les effets de cette démarche sont en cours d'analyse.
4	16	Exécution technique	Documenter de façon détaillée toutes les étapes de sélection/orientation des candidats pour une totale transparence du processus.	23/12/17	SPIF	CE-URAC	100 %	Les différentes étapes de la sélection des jeunes dans le cadre de la facilitation font l'objet d'une concertation entre l'ONG et l'URAC puis entre l'URAC et le CRV. Le travail à chaque étape est documenté et le dispositif de suivi-évaluation à travers l'introduction du Système de Gestion de la Base de données (SGBD), permet d'assurer une meilleure traçabilité par étape. Cette documentation sera présentée de manière systématique et détaillée dans des rapports de sessions qui sont transmis à l'UNAC par les unités et structures opérationnelles régionales.

N°	Réf.	Domaine	Recommandations	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 20/11/2018
					Dédié	Autres		
5	19	Exécution technique	Documenter toutes les séquences du processus d'incubation et systématiser la production de référentiels pour les besoins d'extension des activités, de renforcement des capacités et de mise en cohérence des interventions	Continu	SPIF	SDE	40 %	Le programme a mobilisé une assistance technique qui a permis un cadrage stratégique et la définition d'une démarche d'ensemble pour la production d'un cadre de référence et des référentiels pour les parcours d'incubation du PEA-Jeunes. Des termes de référence sont élaborés en vue de solliciter l'ANO du FIDA afin de permettre le recrutement d'un pool de consultants qui seront mis à contribution pour mener cette activité. Ppour plus d'efficacité, cette activité sera contenue dans le plan de renforcement des capacités des SIE. En outre, le passage des jeunes PIE d'une étape du processus d'incubation à une autre est systématiquement documenté à l'URAC, CRV, incubation, DID et au Suivi-accompagnement, et le système de traçabilité mis en place par l'unité suivi-évaluation capitalise les éléments documentés.
6	19	Exécution technique	Intensifier l'implantation de l'approche PEA J en diversifiant les modalités pédagogiques, en préparant les conditions de l'incubation dans de nouveaux maillons ou filières ou de parcours 2	Continu	SPIF	SDE	100 %	Le Programme a testé dès la cinquième cohorte des interventions délocalisées avec la mobilisation de structures "satellites" dans des bassins encore mal couverts par le dispositif d'incubation (santa, bafia, nkongsamba) et l'organisation des formations à distance avec un dispositif allégé à Kribi.
7	22	Exécution technique	Systématiser la répartition des tâches de suivi des jeunes entre conseiller de suivi, conseiller principal de la structure d'incubation et le conseiller URAC et systématiser leur formation selon des références communes	23/12/17	SDE	CE-URAC	100 %	Une nouvelle stratégie a été mise en place pour améliorer le suivi accompagnement. Y faisant suite, Une démarche de supervision a été mise en œuvre précisant le rôle de chaque acteur (CSA, CPSA, CE-URAC) et un cadre d'évaluation des performances permettra d'évaluer l'ensemble du dispositif
8	22	Exécution technique	Traduire les objectifs du PTBA 2018 en une planification opérationnelle des activités d'incubation à l'échelle des bassins en mobilisant les structures d'incubation actuelles et des centres associés et en anticipant la montée en charge des ressources humaines et des renforcements des capacités correspondants	31/01/18	CN	UNAC et URAC	100 %	Une fois le PTBA approuvé, les objectifs ont été traduits en une planification opérationnelle par région, d'abord pour ce qui concerne les structures de facilitation. Ensuite, la seconde planification a porté sur les activités d'incubation à l'échelle des bassins. Cette planification s'appuie sur les structures d'incubation existantes, mais en leur associant des structures dites satellites. Des dispositions ont été prises pour le recrutement et la mise à niveau des ressources humaines complémentaires pour la gestion des activités d'incubation (conseillers principaux incubation, facilitateurs formés suivant la méthodologie TRIE, CREE et GERME du BIT), et ceci en anticipation à la montée en charge.
9	28	Exécution technique	Appuyer l'équipe du PEA Jeunes par une assistance technique spécialisée en alternative au partenariat initialement prévu avec MASHAV en deux étapes d'appui technique (i) mobiliser rapidement une assistance technique de court terme pour opérationnaliser la démarche, organiser les activités qui peuvent être conduites par l'équipe elle-même à partir de l'expérience acquise dans le PEA jeunes et définir les termes de références (ii) d'une expertise spécialisée sur des besoins ciblés (et programmer des actions prioritaires en 2018 en	31/01/18	CN		50 %	Le programme a mobilisé une assistance technique qui a permis un cadrage stratégique et la définition d'une démarche d'ensemble pour la production d'un cadre de référence et des référentiels pour les parcours d'incubation du PEA-Jeunes. Ce mandat sera exécuté dans le cadre du plan de renforcement des capacités prioritaires qui est en cours de préparation. Des termes de référence seront élaborés par la suite en vue de solliciter l'ANO du FIDA afin de permettre le recrutement d'un pool de consultants qui seront mis à contribution pour mener cette activité.

N°	Réf.	Domaine	Recommandations	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 20/11/2018
					Dédié	Autres		
			soutien aux activités d'incubation, notamment, des formations en gestion financière pour les 12 structures d'incubation).					
10	30	Exécution technique	Etablir une situation de référence et instaurer le suivi permettant de mesurer l'évolution de l'inclusion financière dans la zone d'intervention	31/03/18	RSE	SFR et DID	100 %	Les termes de référence de cette étude ont été élaborés et un consultant sélectionné sur la base des propositions technique et financière. Afin de maintenir le coût de l'étude à un niveau raisonnable et permettre une meilleure intégration, le programme a jugé économique de s'appuyer sur les conseillers de suivi-accompagnement pour la conduite des enquêtes de l'étude auprès des IFR. Ainsi après le recrutement des conseillers de suivi-accompagnés et prise en main de leur portefeuille de PIE dans les bassins, ces derniers ont participé le 14 septembre à l'atelier de formation sur les outils, le questionnaire et sur la démarche méthodologique de terrain. Les données ont été collectées auprès des IFR. Le consultant et son spécialiste ITC ont procédé à la compilation et analyse par bassin et le rapport (provisoire) est disponible.
11	41	Exécution technique	Externaliser la fonction fiduciaire du mécanisme de refinancement auprès d'un intermédiaire en opérations bancaires - Préparer le cahier de charge, la convention, la feuille de route, pour son opérationnalisation et son transfert à l'entité pérenne après 18 mois	31/01/18	SFR	DID	50 %	Une note conceptuelle a été élaborée, présentée et discutée. Trois (03) banques privées sont pressenties pour recevoir le cahier des charges et les discussions devraient aboutir à l'ouverture des comptes de refinancement. Une réunion technique du CPMT (Country Programme Management Team) du Cameroun sur le mécanisme alternatif de refinancement des IFR partenaires du PEA-Jeunes s'est tenue à Rome le 2 juillet 2018 au siège du FIDA. Le modèle propose la répartition des fonds de refinancement en 4 instruments dont les termes de gestion sont circonscrits dans une entente triennale entre le Programme et l'entité bancaire qui sera choisie. Une DNO est en cours au FIDA pour aller vers les principes et la sélection de la banque
12	37	Exécution technique	Activer la ligne budgétaire pour le paiement des frais de gestion et procéder de façon rétroactive à la régularisation de la situation pour les compte des IFR concernées	23/12/18	SFR	RAF, DID	100 %	L'évaluation des besoins et frais de gestion aux IFR sur les kits actuels et l'effet rétroactif à titre de régularisation s'est poursuivi tout au long de l'année 2018. La ligne budgétaire a été activée et une somme de 9 663 315 F CFA a été payée aux profits des IFR partenaires comme frais de gestion des kits.
13	37	Exécution technique	Appliquer les dispositions du DCP relatives à l'apport personnel de 10%, en prévoyant la possibilité de libérer l'apport non seulement en numéraire mais aussi en nature. Discuter des modalités pratiques de libération de l'apport en nature pour choix à opérer en concertation avec les IFR partenaires	31/01/18	SFR	DID	100 %	La mobilisation des apports personnels des jeunes est systématique avant la mise en place des kits aux porteurs d'idées de projet. Toutefois, le Programme est sensible aux conditions des cibles les plus vulnérables. La gestion de ces cas spécifiques est coordonnée dans chaque URAC, qui travaille suivant un protocole permettant l'évaluation et l'approbation des apports en numéraires ou non au niveau des bassins. En outre, le suivi à partir du service financier ou l'unité de suivi-évaluation permet à date de décomposer les apports personnels en numéraires mobilisés. Un atelier portant sur les alternatives d'apport en numéraire est envisagé pour l'année 2019, à l'intention des URAC, conseillers suivi-accompagnement et IFR.
14	39	Exécution technique	Organiser un atelier avec les IFR sur les alternatives à la garantie matérielle pour le crédit productif	28/02/18	SFR	DID	100 %	L'atelier a été organisé du 23 au 24 Novembre 2018 à Obala avec la participation de 15 participants dont 09 points focaux et chargés de crédit venant des IFR. Le programme est partie de la présentation des différentes garanties exigées par chaque IFR lors de la demande du crédit productif, pour engager des discussions sur la capacité des start up à observer ces exigences.

N°	Réf.	Domaine	Recommandations	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 20/11/2018
					Dédié	Autres		
								Ensuite une réflexion a été engagée sur les alternatives possibles à exiger aux jeunes PIE dans le cadre du PEA-Jeunes, qui sont des personnes fragiles ne disposant pas toujours ces garanties. Des résolutions ont été prises et vont de la considération des contributions en nature des PIE à la flexibilité des IFR vis-à-vis des PIE qui sont des personnes vulnérables.
15	44	Exécution technique	Mieux définir les cibles annuelles à atteindre dans le cadre de ces processus [de mise en place d'un cadre organisationnel propice pour l'environnement des affaires] avec le BIT	31/03/18	CN	BIT	100 %	Les cibles annuelles sont désormais régulièrement définies dans le PTBA et nous permettent d'évaluer régulièrement le niveau d'évolution dans la mise en œuvre de la convention.
16	44	Exécution technique	Amorcer la mise en place du réseau des entreprises référentes en 2018	31/03/18	CN		15 %	Un travail préalable est en cours avec les URAC pour arrêter une liste minimale des référents et les caractériser. Ceci va permettre de finaliser les TDR et poursuivre la création de leur réseau
17	48	Exécution technique	Parachever dans les meilleurs délais les activités devant permettre la pleine fonctionnalité de l'application de suivi-évaluation.	23/12/17	RSE	Consultant informatique	100 %	<ul style="list-style-type: none"> • Une mission de re-paramétrage de l'application de S&E par le consultant architecte du système RUCHE, a eu lieu en mai 2018. Les différentes liaisons et programmations ont été effectuées et la mise à jour des données de 2015, 2016, 2017 et 2018 s'est poursuivie tout au long de l'année. Cette mission a reçu l'aval du FIDA pour un prolongement afin d'avancer significativement avec le re-paramétrage. Les travaux se sont poursuivis à distance avec le consultant sur la résolution des problèmes rencontrés dans la de mise à jour. • Toutefois, il existe encore des limites, notamment dans la génération automatique des rapports SYGRI, le tableau des bénéficiaires, le suivi du cade de mesure de rendement, et d'autres besoins en informations résultant d'une meilleure modélisation de la mise en œuvre du PEA-Jeunes par l'unité de S&E. Il est indiqué de faire le point avec le consultant au 31 décembre 2018 et organiser éventuellement une mission en 2019 pour achever le paramétrage et établir toutes les liaisons devant automatiser tous les besoins souhaités en informations. • Parallèlement, le système de gestion de la base de données (sous Access) initié en 2017 a été davantage construit, avec les corrections des masques et correction des bugs. Ce système permet de générer des statistiques et la traçabilité des jeunes au cours de leur cheminement. Les données sur la traçabilité des parcours des jeunes dans leur processus d'incubation ont été collectées pour les étapes facilitation, CRV, incubation, DID et validation des plans d'affaires, pour chacune des cohortes1, 2, 3, 4 et 5. Il faudra apurer ces données dans les outils SGBD ou dans la base de données et compléter avec les données de suivi-accompagnement des entreprises créées, pour le renseignement de l'application Ruche. Cette application SGBD et RUCHE restent perfectibles pour le fonctionnement optimal du système de suivi-évaluation.
18	52	Ciblage	Travailler dans le cadre du PTBA 2018 en ce qui concerne le ciblage géographique, à mieux caractériser les villages à l'échelle des bassins et	Continu	SGCGS	SPIF	100 %	En 2018, une attention particulière a été portée sur les jeunes de la catégorie C1 afin d'augmenter significativement leur poids dans l'effectif total des bénéficiaires accompagnés. Les actions prioritaires suivantes ont été mises en œuvre :

N°	Réf.	Domaine	Recommandations	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 20/11/2018
					Dédié	Autres		
			à initier sur cette base un phasage dans les activités de facilitation.					<ul style="list-style-type: none"> ● L'URAC en collaboration avec l'ONG a affiné le ciblage géographique afin de déterminer le poids démographique de chaque bassin en s'appuyant sur la liste exhaustive des communes et villages à toucher, une monographie sommaire de chaque bassin a été élaborée, la population de chaque village ainsi que la proportion des jeunes (et particulièrement ceux de la C1) dans cette population ont été estimées. Cet exercice a ensuite permis d'affiner le ciblage social en procédant à une analyse sommaire de la pauvreté et des moyens de subsistance des jeunes dans les différents bassins. ● Les monographies ont ainsi été produites pour chaque bassin et ont permis à l'URAC d'identifier les zones où la population cible prioritaire est fortement représentée et dans lesquelles les ONG ont focalisé leurs interventions. Ces informations ont permis a permis d'actualiser le phasage géographique en donnant la priorité dans la progression aux villages et communes où la cible prioritaire était fortement représentée et où les stratégies de subsistance sont en cohérence avec la stratégie d'intervention du Programme. Des actions et outils spécifiques ont ainsi été identifiés, systématisés et mis en œuvre à l'échelle de chaque bassin pour pouvoir toucher plus efficacement les jeunes les plus pauvres, les handicapés, les groupes marginalisés, etc., puis de les intégrer formellement dans le dispositif d'appuis.
19	58	Gestion financière	Séparer les tâches de comptabilité et de paiement et limiter l'accès aux supports de paiement électroniques	Continu	RAF	Comptable	100 %	Une ré-organisation des tâches s'est opérée dans le service administratif et financier. Les tâches de comptabilité et de paiement ont été séparées, ne donnant lieu désormais qu'à un accès aux supports de paiement électroniques
20	58	Aspects fiduciaires	Ouvrir un compte dédié par le biais de la CAA par ou devront transiter tous les fonds reçus du PEA-J Étendre cette mesure à toutes les SF au besoin	31/01/18	RAF	CAIPE	100 %	Une correspondance a été adressée à la CAA pour ouverture de comptes de transit des ressources du PEA-Jeunes. Les comptes ont été ouverts et tous les paiements y transitent depuis février 2018. Cette mesure s'applique à tous les partenaires opérationnels du Programme.
21	58	Gestion financière	Mensualiser l'analyse des comptes tiers et des comptes de régie d'avance. Rapprocher la périodicité de transfert des informations financières des URAC à la CNGP (toutes les semaines) ;	31/12/17	RAF	Comptable	100 %	Les comptes des tiers et comptes de régie d'avance sont mensualisés. La périodicité de transfert des informations des URAC est passée du mois à la semaine. Les informations des URAC sont transmises tous les lundis (de la semaine) à la CNGP.
22	58	Aspects fiduciaires	Demander au Consultant ayant révisé le manuel une copie en track mode pour DNO au FIDA en faisant ressortir les propositions de changement. Insérer le barème des indemnités de session dans le manuel financier et le transmettre au FIDA pour ANO.	Continu	RAF	CN et FIDA	100 %	Le consultant ayant révisé le Manuel des procédures Administratives, financières et comptables a été saisi. Une copie dudit manuel en mode track a été envoyée au FIDA. Le FIDA a sollicité du consultant la version définitive révisée par lui-même aux fins d'appréciation et éventuellement pour ANO. Avec le renforcement de l'équipe FIDA du Hub sous-régional, un consultant a accompagné le service financier dans la relecture du manuel. Des ajustements y ont été apportés. Une version définitive sera soumise à l'ANO du FIDA avant adoption (RMP de novembre 2018).

N°	Réf.	Domaine	Recommandations	Date buttoir	Responsables		Statut	Etat d'exécution au 20/11/2018
					Dédié	Autres		
23	55	Coordination	Améliorer le processus d'élaboration du PTBA de sorte à obtenir l'ANO du FIDA au plus tard fin décembre	Continu	CN	FIDA, RSE, RAF	100 %	Depuis 2017, le FIDA est assez flexible sur les délais de traitement des demandes de non objection et cela sera mis à profit pour atteindre l'objectif fixé dans cette recommandation. Pour l'élaboration du PTBA 2019, le PEA-Jeunes a démarré ses travaux au mois d'octobre. La consolidation des travaux venant des régions (URAC) a été effectuée. Les travaux individuels venant des chefs de composantes ont ensuite été ajoutés et une mouture de base a permis d'organiser un atelier de partage, de validation et d'évaluation de la cohérence d'ensemble du projet de PTBA 2019. Le draft zéro sera transmis au FIDA avant le 30 novembre (délai mandataire). L'organisation de la revue à mi-parcours (du 26 novembre au 12 décembre) est une opportunité pour d'avantage améliorer le contenu de ce projet de PTBA. Ensuite, il sera examiné par le comité de pilotage en décembre (17-22). Les orientations finales du FIDA qui interviendraient en décembre permettraient à coup sûr de prendre en compte les observations et d'obtenir définitivement l'avis de non objection du FIDA sur le PTBA 2019 en fin décembre 2018.
24	59	Aspects fiduciaires	Adopter une attitude plus agressive pour recouvrer auprès de la Contrepartie les sommes dues/Solliciter l'appui de la CAA	Continu	RAF	CN	100 %	La Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) a été saisie et informée du non versement des FCP au PEA-Jeunes. Le MINADER et le MINFI ont également été informés de la situation. Ces requêtes ont abouti à la liquidation par le trésor des FCP du PEA-Jeunes pour un montant de 500 millions de F CFA. Toutefois, il reste le paiement de 100 millions de FCP 2017 provenant du MINEPIA.

Appendice 4 : Avancement matériel des activités au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI : mise à jour le 20/11/2018

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions			Réalizations		Taux de réalisation		Commentaires
			Cible (DCP)	PTBA 2018	Cumul Prévisions 2015-2018 (PTBA)	PTBA 2018	Cumul Réalisations	Taux de réalisation 2015-2018 (PTBA)	Taux de réalisation (DCP)	
Portée										
Portée du PEA-Jeunes	Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	NA	0	0		0	0	0	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	300 000	47 160	91 180	26 470	60 550	66,41%	20,18%	
		Hommes	120 000	33 012	63 826	18 529	42 385	66,41%	35,32%	
		Femmes	90 000	14 148	27 354	7 941	18 165	66,41%	20,18%	
	Ménages ayant bénéficié des services du projet (B. Directs)	Nombre	50 400	9 432	18 236	5 294	12 110	66,41%	24,03%	
(Emplois créés)	Nombre	20 160	4 332	8 096	1 436	2 672	33,00%	13,25%		
Composante A : Développement d'entreprises agro pastorales viables										
Amélioration de la connaissance des bassins	Etudes de caractérisation des bassins	Nombre	16	0	16		16	100,00%	100,00%	Les études ont été réalisées dès le démarrage, au besoin elles seront actualisées 2 fois avant la fin du Programme
Information sensibilisation	Jeunes sensibilisés	Nombre	25 200	8 000	13 750	8 679	14 945	108,69%	59,31%	
		Hommes	17 640	5 600	9 625	5 904	10 129	105,24%	57,42%	
		Femmes	7 560	2 400	4 125	2 775	4 816	116,75%	63,70%	
Identification et orientation	Jeunes identifiés dont les dossiers sont transmis au CRV	Nombre	7 000	614	2 774	1 767	4 068	146,65%	58,11%	
		Hommes	4 900	430	1 800	1 132	2 337	129,83%	47,69%	
		Femmes	2 100	184	974	635	1 731	177,72%	82,43%	
	Dossiers Sélectionnés et Jeunes orientés vers les structures d'incubation	Nombre	5 670	980	1 945	1 480	2 756	141,70%	48,61%	
		Hommes	3 969	686	1 300	946	1 778	136,77%	44,80%	
	Femmes	1 701	294	645	534	978	151,63%	57,50%		
Validation des dossiers	Sessions	Nombre	80	16	50	18	38	76,00%	47,50%	Chaque CRV siège 4 fois par an, soit 12 depuis 2016
Dispositif d'incubation	Structures d'incubation locales et régionales	Nbre de conventions signées	10	7	12	7	12	100,00%	120,00%	
	Structure d'incubation de référence	Nombre	1	0	1	0	0	0,00%	0,00%	
	Référents	Nombre	0	0	0	40	40			

		<i>Hommes</i>	0	0	0	30	30			
		<i>Femmes</i>	0	0	0	10	10			
	Cohortes de jeunes dont les compétences ont été renforcées	Nombre	20	3	8	3	7	87,50%	35,00%	
Jeunes incubés sortis avec des plans d'affaires	Jeunes incubés avec plan d'affaires	Nombre	5 040	850	1 690	643	1 573	93,08%	31,21%	
		<i>Hommes</i>	3 528	595	1 141	374	970	85,01%	27,49%	
		<i>Femmes</i>	1 512	255	549	269	603	109,84%	39,88%	
	Jeunes incubés parcours 1	Nombre	2 631	850	1 681	643	1 570	93,40%	59,68%	
		<i>Hommes</i>	2 223	595	1 166	374	968	83,02%	43,55%	
		<i>Femmes</i>	408	255	515	269	602	116,89%	147,46%	
	Jeunes incubés parcours 2	Nombre	353	0	4	0	3	75,00%	0,85%	
		<i>Hommes</i>	247	0	3	0	2	66,67%	0,81%	
		<i>Femmes</i>	106	0	1	0	1	100,00%	0,94%	
Entreprises créées	Total Entreprises créées (bon)	Nombre	5 040	1 083	2 024	359	668	33,00%	13,25%	
		<i>Hommes</i>	3 528	759	1 420	207	408	34,83%	11,56%	
		<i>Femmes</i>	1 512	324	604	152	260	51,65%	17,20%	
Accompagnement	Jeunes accompagnés	Nombre	5 040	881	1 420	397	908	63,94%	18,02%	
		<i>Hommes</i>	3 528	620	972	237	567	58,33%	16,07%	
		<i>Femmes</i>	1 512	261	448	160	341	76,12%	22,55%	
	Jeunes installés	Nombre	5 040	1 084	1 850	359	668	36,11%	13,25%	
		<i>Hommes</i>	3 528	759	1 295	207	408	31,51%	11,56%	
		<i>Femmes</i>	1 512	325	555	152	260	46,85%	17,20%	
Cartographie	Développement de répertoires et cartographie des acteurs	Nombre	16	1	1	1	0	100,00%	6,25%	
	Organisation des missions de contrôle de qualité	Nombre	ND		0		0	ND	ND	
Composante B : Accès aux services financiers										
Financement des entreprises	IFR partenaires (Réseau) ayant signé une convention avec le PEA-Jeunes)	Nombre	6	2	22	2	15	68,18%	250,00%	Le PEA-Jeunes devait contractualiser avec les réseaux de micro-finance. Dans l'effectivité, les PEA-Jeunes a travaillé avec les IFR indépendantes
		Entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE)	Nombre	4 687	1 008	1 745	358	663	37,99%	14,15%
	<i>Hommes</i>	3 281	706	1 223	206	404	33,03%	12,31%		
	<i>Femmes</i>	1 406	302	522	152	259	49,62%	18,42%		
	Nombre	2 718	471	1 011	36	78	7,72%	2,87%		

	Entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE) qui accèdent aux crédits	Hommes	2 297	330	709	21	47	6,63%	2,05%	
		Femmes	422	141	302	15	31	10,26%	7,35%	
	Entreprises ayant bénéficiés de kit de renforcement (PE)	Nombre	353	75	279	1	5	1,79%	1,42%	
		Hommes	247	53	197	1	4	2,03%	1,62%	
		Femmes	106	22	82	0	1	1,22%	0,94%	
	Entreprises ayant bénéficiés d'un kit de renforcement qui accèdent aux crédits	Nombre	106	29	51	1	2	3,92%	1,89%	
		Hommes	74	20	37	1	2	5,41%	2,70%	
		Femmes	32	9	14	0	0	0,00%	0,00%	
	Total entreprises ayant bénéficiés de kits de démarrage (TPE & PE)	Nombre	5 040	1 083	2 024	359	668	33,00%	13,25%	
		Hommes	3 528	759	1 420	207	408	28,73%	11,56%	
		Femmes	1 512	324	604	152	260	43,05%	17,20%	
	Total entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE & PE) qui accèdent aux crédits	Nombre	2 824	500	1 062	37	80	7,53%	2,83%	
Hommes		2 371	350	746	22	49	6,57%	2,07%		
Femmes		454	150	316	15	31	9,81%	6,83%		
Amélioration de la qualité des services financiers	Appui à la mise en place du fonds de facilitation	Nombre	1	0	1	0	0	0,00%	0,00%	
	Développement de nouveaux produits (Crédit)	Nombre	2	0	2	0	0	0,00%	0,00%	
	Développement de nouveaux produits (épargne)	Nombre	2	0	2	0	0	0,00%	0,00%	
	Total nouveaux produits développés	Nombre	4	0	4	0	0	0,00%	0,00%	
	Renforcement des capacités IFR	Nombre d'appuis	3	0	0	0	0		0,00%	
	Renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques liés à la demande	Nombre d'appuis	5	0	0	0	0		0,00%	
	Personnel des IFR formés (gestion du risque)	Nombre	0	20	60	0	40	66,67%		
		Hommes		14	42		28	66,67%		
		Femmes		6	18		12	66,67%		
Renforcement des capacités de l'ANEMCAM	Lots de matériels informatiques et de supports divers	1	0	0		0		0,00%	Le Partenariat du PEA-Jeunes avec ANEMCAM est suspendu et assujéti par le FIDA à la tenue de son Assemblée Générale électorale	
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif (environnement entrepreneurial)										

Mise en place d'un cadre organisationnel propice	Mise en place et opérationnalisation de réseaux des jeunes	Nombre	5	1	5		0	0,00%	0,00%	4 réseaux régionaux + un réseau national
	Mise en place et opérationnalisation de réseaux des référents	Nombre	1	1	1		0	0,00%	0,00%	
	Entreprises créées et membres du réseau des jeunes (REPA-Jeunes)	Nombre	4 032	866	1 619	0	0			
	Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	%	80%	80%	80%	0,00%				
Amélioration du milieu des affaires dans le secteur agropastoral	Formulation, revues et mises en œuvre des politiques et programmes nationaux	Nombre d'appuis techniques	1	1	1		0	0,00%	0,00%	Services de consultants et organisation d'ateliers
	Climat des affaires	Nombre	1	1	1	0	0	0,00%	0,00%	Elaboration d'un plan d'actions prioritaires en faveur des PME
	Appui aux actions pour favoriser l'accès à la terre et la sécurisation foncière		1	1	1	0	0	0,00%	0,00%	Campagnes de concertation et de sensibilisation
	Formation professionnelle		ND		0		0	ND	ND	
	Création des cadres de concertation		ND	0	0	0	0	ND	ND	
Coordination et suivi des activités et capitalisation des effets du Programme	Mise en place de l'unité nationale	Nombre	1		1		1	100,00%	100,00%	
	Mise en place des unités régionales	Nombre	4		4		4	100,00%	100,00%	
	Mise en place et opérationnalisation du système de suivi évaluation	Nombre	1		1	1	1	100,00%	100,00%	
	Elaboration et opérationnalisation d'une stratégie de communication et de gestion des savoirs	Nombre	2	1	2	0	1	50,00%	50,00%	

Appendice 4 : Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA 2018, y compris indicateurs SYGRI (mise à jour le 31/12/2018)

Indicateur par composante et sous composante	Unité	Progrès cumulé à déc. 2017	Période: 02/01/2018 au 31/12/2018			DCP			Observations
			Prévisions PTBA 2018	Réalisations	%	Progrès cumulé	Cible DCP	% par rapport aux cibles DCP	
Composante A : Développement d'entreprises agro pastorales viables									
Sous-composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises									
04 cohortes de jeunes promoteurs graduent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable	Nombre	4	3	3	100,00%	7	20	35,00%	
Au moins 5040 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	Nombre	930	850	658	77,41%	1 588	5 108	31,09%	
	femme	334	255	272	106,67%	606	3 576	16,95%	
	Homme	596	595	386	64,87%	982	1 532	64,08%	
Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises									
Au moins 10 structures incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui accompagnement des jeunes dans leurs entreprises	Nombre	5	7	5	71,43%	10	12	83,33%	
TPE bénéficiant de kit d'installation	Nombre	305	1 083	420	38,78%	725	4 687	15,47%	
	femme	107	325	183	56,33%	290	1 406	20,62%	
	Homme	198	758	237	31,26%	435	3 281	13,26%	
PE bénéficiant de kit de renforcement	Nombre	4	114	1	0,88%	5	106	4,72%	
	Femme	1	34	0	0,00%	1	32	3,13%	
	Homme	3	80	1	1,25%	4	74	5,41%	
Petites entreprises agropastorales créées par des jeunes ruraux	Nombre	309	1 083	421	38,87%	730	4 687	15,57%	
Entreprises existantes en développement dans les zones d'intervention du programme	Nombre	3	5	1	20,00%	4	353	1,13%	
Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation									
Structures d'incubation renforcées et accessibles aux jeunes créateurs et développeurs d'entreprises agro-pastorales des différents bassins	nombre	10	5	5	100,00%	15	5	300,00%	
Structure de référence nationale promue (sécurisation du site)	Nombre	0	0	0		0	1	4,00%	
Composante B : Accès aux services financiers									
Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises									

Très Petites Entreprises (TPE) bénéficiaires de kit ayant accès au crédit auprès des institutions financières rurales	Nombre	42	500	46	9,20%	88	4 687	1,88%	
Petites Entreprises (PE) non bénéficiaires de kit ayant accès au crédit auprès des institutions financières rurales	Nombre	0	0	0		0	247	0,00%	
Petites entreprises (PE) bénéficiaires de kit ayant accès au crédit de refinancement auprès des institutions financières rurales	Nombre	1	1	1	100,00%	2	106	1,89%	
	Hommes	1	1	1	100,00%	2	74	2,70%	
	Femmes	0	0	0		0	32	0,00%	
Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services									
Fonds de facilitation institutionnalisé (et opère avec les IFR dont la structure du portefeuille intègre la catégorie de jeunes promoteurs agropastoraux)	Nature	0	0	0		0	1	30,00%	
Nouveaux produits financiers développés	Nombre	0	0	0		0	4	0,00%	
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif (environnement entrepreneurial)									
Sous composante 3.1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice									
1 Réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux créé et répondant aux besoins des jeunes	Nombre	0	1	0	0,00%	0	1	0,00%	
Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	Pourcentage	0	958	0	0,00%	0	1	0,00%	
Sous composante 3.2 Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral									
Politique sur le développement des entreprises agropastorales formulée et adoptée	Nombre	0	Nd			0	1	0,00%	
Accès à la terre et sécurisation foncière effective chez les jeunes promotrices (30%)	Nombre	0	0			0	0	0,00%	
	Femmes	0	0			0	454	0,00%	
	Hommes	0	0			0		#DIV/0!	
Composante D: Coordination, gestion, Suivi-évaluation, gestion des connaissances									
Sous-Composante D1 : Cellule Nationale de Coordination et de Gestion									
1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales établies et opérationnelles	Unité	5	0	0		5	5	100,00%	
Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	Système	0,50	0,5	0,25	50,00%	0,75	1	75,00%	Une application de S&E est fonctionnelle. Un SGBD sous Access est en cours de construction
Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	Stratégie	0,50	0,5	0	0,00%	0,50	1	50,00%	Une stratégie de communication existe, La stratégie de gestion des savoirs n'est pas encore élaborée